

# le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

## UN LACET AU COU DU PROLETARIAT !

Un grave danger menace les travailleurs. Sous prétexte de leur donner des garanties et un statut moderne, on veut, en réalité, leur supprimer toute liberté d'action. Ce n'était vraiment pas la peine d'avoir — il y a dix-huit mois — esquissé un mouvement révolutionnaire. Le prolétariat va payer les dérobades et les trahisons de ses dirigeants. Et aussi, cette discipline, pour laquelle tant de fois il a été félicité.

Le patronat, lui, n'a pas perdu son temps. Pendant la pause, il s'est organisé, puis il a attaqué. Tous les moyens lui ont été bons. Il a fait voter la loi d'arbitrage, et refusé d'appliquer les sentences rendues. Il a créé de toutes pièces les syndicats professionnels, licencié les délégués ouvriers, lockouté, subventionné et armé les fascistes. En face de lui : des dirigeants ouvriers qui s'occupaient surtout d'acheter des châteaux et d'organiser les loisirs du peuple, de protéger les jaunes et de tendre la main aux carés. M. Gignoux avait la partie belle. Il devait gagner, il a gagné.

Car, ne nous y trompons pas. Si la classe ouvrière laisse faire, jamais elle n'aura subi d'aussi grave défaite. En juin 1936, la lutte s'est déroulée entre patrons et ouvriers, et le Parlement n'est intervenu que pour enregistrer la victoire ouvrière.

Aujourd'hui, les délégués de la classe ouvrière ne sont admis que pour « audition », et ce sont six cents bonshommes, qui se prétendent « élus du peuple », mais qui, en réalité, n'ont émergé des « mares stagnantes » que parce qu'ils savaient mieux « nager » que leurs concurrents malheureux ; ce sont ceux-là qui vont décider du sort de la classe ouvrière.

Dans quel sens ? Il n'est que lire les textes devant servir de base de discussion pour être fixé. Et ce ne sont pas les gémissements interminables de M. Gignoux sur les prétendues atteintes à l'autorité patronale qui parviendront à nous faire croire en l'excellence du statut.

Une fois de plus, le prolétariat va être victime. N'ayant su que faire la pause alors qu'il fallait agir, piétiner lorsqu'il fallait aller de l'avant, il va maintenant rétrograder. Et il lui sera d'autant plus difficile de repartir qu'il ne pourra plus faire aucun geste qui ne soit prévu et sanctionné par une loi.

Il va faire les frais de l'expérience. Ce peuple qui, en juin 1936, a fait vaciller la société sur ses bases, est trop tôt retombé dans son inertie coutumière. Il a laissé à ses dirigeants et à leurs hommes de confiance le soin d'agir pour lui. Il a cru à tous les boniments. Il a approuvé la main tendue. Il n'a pas vu que la main tendue, c'est l'Union nationale et que l'Union nationale, c'est la guerre.

Il a suivi ses chefs dans toutes leurs trahisons, il a obéi à leurs mots d'ordre, même les plus saugrenus. Il a pèleriné à l'Etoile, chanté la Marseillaise, adoré la Pucelle. Il se pâme quand son chef aimé va (tel un cabotin raté ou une vieille star) dédicacer un livre qu'il n'a pas écrit, mais qu'il a signé.

Il les a crus quand ils lui ont dit : « Nous ne pouvons agir autrement, car la révolution n'est pas faite, et nous sommes bien obligés de constater que nous vivons encore en régime capitaliste. »

C'est vrai. Nous sommes encore en régime capitaliste. Le capital et le salariat existent encore et s'affrontent chaque jour plus violemment. Et c'est pourquoi il existe des organisations patronales qui s'emploient à défendre les privilèges des profiteurs, et des organisations ouvrières qui devraient s'employer à les détruire.

Qu'ont-elles fait, les organisations ouvrières ? Qu'ont fait les partis politiques ? Qu'a fait la C.G.T. ? Ont-ils essayé d'agir en direction du but à atteindre, ce but qui est en quelque sorte leur seule raison d'exister ? Non. Rien n'a été fait dans ce sens. Les partis politiques n'ont vu dans les masses ouvrières que des électeurs dont les suffrages leur permettaient de pouvoir être quelque chose et quel qu'un dans l'Etat. Et c'est ça la plus grande cause de l'impuissance de la C.G.T. Malgré ses 5 millions d'adhérents, elle n'est qu'un colosse aux pieds d'argile. Soumise à des influences diverses et ennemies, la C. G. T., pour conserver son unité, est obligée de se cantonner dans le train-train des réformettes. Impossible d'entreprendre une action sérieuse et efficace quand chaque jour sortent — des bouches d'où on les attendait le moins — les appels au calme et à l'union de la nation française !

Et la C.G.T., au lieu de poursuivre sa route pour arriver à l'affranchissement de la classe ouvrière ; au lieu de travailler à la disparition du patronat et à la suppression du salariat, essaie tant qu'elle peut de recoloriser cette classe bourgeoise qu'elle avait pour mis-

sion de détruire. Elle a participé à l'enquête sur la production, elle a participé à l'élaboration de la loi sur l'arbitrage obligatoire, lacet passé au cou du prolétariat. Elle participe à l'élaboration du statut moderne du travail, c'est-à-dire qu'elle aide le gouvernement et le patronat à enchaîner les travailleurs. Ensuite, elle disparaît, sans limite. Sa tâche sera terminée. Car le jour où les grèves seront décidées au bulletin secret, le jour où l'objet même de la grève sera examiné par un arbitre qui décidera en toute impartialité (1) de la continuation ou de la fin du mouvement, le jour où tous les litiges seront soumis à l'arbitrage, à quoi cela servira-t-il d'être organisé ?

A moins que, dès maintenant, les travailleurs jugent qu'ils ont leur mot à dire. Mais il faut que ce soit immédiatement. Quand le statut sera voté, il sera trop tard. Lutter contre le patronat, c'est une tâche possible. Lutter à la fois contre le patronat, le gouvernement et la légalité, ça s'appelle faire la révolution. En l'état actuel des choses, nous n'en sommes peut-être pas capables.

C'est pourquoi il faut agir immédiatement. Il faut que la protestation ouvrière monte, unanime : Pas de statut du travail, élaboré par le gouvernement avec le concours du patronat. Le seul statut possible doit être élaboré par les organisations syndicales et la classe ouvrière tout entière doit se charger elle-même d'en imposer l'application au patronat.

**lib**

## La S.D.N. est morte

La centième session du Conseil de la S.D.N. est close. Elle n'aura apporté que désillusions à ceux qui pouvaient encore espérer en une organisation de la sécurité collective. Ce mythe qu'on s'était plu à faire vivre pour les besoins d'une politique, celle qui se fondait sur le caractère intangible des traités, aura été gravement atteint par les derniers débats de Genève.

La guerre sino-japonaise d'abord. On avait formulé dans certains milieux l'espoir que la S.D.N. prendrait l'initiative d'une aide matérielle et morale en faveur de la Chine. Les quatre grandes « démocraties » (sic), c'est-à-dire la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. seraient intervenues conformément à l'esprit du Covenant et auraient obligé le Japon à relâcher son étreinte. Aux dernières nouvelles, toute intervention collective est abandonnée. La France et la Grande-Bretagne ont bien trop à faire en Europe pour distraire une partie de leurs forces en Extrême-Orient. Les Etats-Unis n'ont point bougé et se sont refusés à prendre aucun engagement. Quant à l'U.R.S.S., quoique ses intérêts impérialistes les plus immédiats soient compromis par la conquête japonaise, elle ne pouvait agir isolément. La Chine devra donc pour le moment se débrouiller toute seule. La résolution votée se contente de recommander aux puissances d'examiner dans quelle mesure elles peuvent apporter leur aide à la Chine. Comme on le voit, ce vœu platonique ne saurait changer grand-chose à la situation actuelle, mais surtout, il ne rehausse point le prestige de l'organisation qui avoue ainsi sa propre faillite.

LASHORTES.

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page.)

Les députés viennent de donner l'exemple aux travailleurs

Ils ne comptent que sur eux-mêmes pour augmenter leurs conditions de vie et pour s'octroyer l'échelle mobile.

Sous l'égide du Front populaire

**DOUTREAU, toujours maintenu en prison, passe en jugement aujourd'hui même à Meaux !**

Notre ami, après avoir été pendant plus de quinze jours transféré de prison en prison, sans connaître le véritable « forfait » qui lui était reproché, est enfin arrivé à Meaux.

Sous le régime du Front Populaire, il est préférable d'être cagoulard que d'être anarchiste, c'est-à-dire un homme indépendant qui lutte pour que le slogan : LE PAIX, LA PAIX, LA LIBERTE, ne soit pas seulement un cliché électoral, mais une réalité concrète.

Pour la Liberté, quelle dérision ! Dautreau est arrêté sur ordre d'une « lettre de cachet » d'un fonctionnaire, un larbin qui obéit aux ordres reçus. Soit-disant qu'il existe une loi sur la protection de la liberté individuelle ? Menottes au poing, au régime de droit commun, la police a pu conduire notre camarade de prison en prison, sans même se préoccuper de savoir si les faits reprochés étaient exacts.

A l'instruction, on pouvait penser que ce scandale prendrait fin, qu'après avoir été entendu notre camarade serait remis en liberté provisoire. Il n'en a rien été.

Le juge d'instruction, qui n'avait qu'une pensée, envoyer Dautreau en correctionnelle, le plus rapidement possible, n'a pas voulu perdre du temps. Il l'a maintenu au droit commun, refusant le régime politique auquel notre camarade avait droit. L'instruction a été vite expédiée. Pourquoi se priverait-il avec un anarchiste ? Le témoignage toujours suspect de deux policiers, cela suffit à ses yeux pour obtenir une condamnation ; il a donc envoyé l'affaire immédiatement en correctionnelle.

Dautreau passe ce jour, jeudi 3 février, devant ses juges.

M. Fourrier, son dévoué défenseur, sera à ses côtés. Des témoins appartenant à différents partis politiques, et en particulier à la gauche révolutionnaire, viendront répéter les paroles qu'ils ont entendu prononcer par notre camarade, qui sont assez loin de ressembler à celles rapportées par ces messieurs de la Préfecture. Il est vrai que ces derniers étaient en service commandé, et M. Marx Dormoy, qui exerçait alors le métier peu recommandable de ministre de l'Intérieur, avait donné l'ordre de poursuivre les anarchistes, pour tenir « égale » la balance entre la droite et l'extrême-gauche.

Depuis, on a découvert les coupables de l'attentat de l'Etoile dans les partis fascistes. Sera-ce un nouveau prétexte pour faire condamner l'anarchiste Dautreau ?

Pour l'amnistie en Espagne Gouvernementale

**GRANDE MANIFESTATION DE LA S. I. A.**

Le 18 février 1938 à Japy

## L'anarchiste Louise Michel appartient au Prolétariat Révolutionnaire et non aux bateleurs de la politique

L'Union Anarchiste organisera vendredi 11 février une grande Conférence à la mémoire de Louise Michel. Il est temps, en effet, que cesse ce scandale de l'accaparement de la Bonne Louise par les partis politiques et particulièrement le parti communiste. Ceux-ci manifestent à Levallois avec, en tête de leur cortège, le drapeau des Versaillais voisinant avec le drapeau rouge ! Le drapeau tricolore sous l'égide duquel 30.000 communistes furent immolés !

Notre intention première est d'aller nous aussi à Levallois. Mais des difficultés d'autorisation — nous ne sommes pas le Front populaire ! — administrative auraient reculé trop loin la manifestation.

La C. A. a donc décidé d'organiser en échange une grande Conférence sur la vie militante de la grande anarchiste, de la grande révolutionnaire que fut Louise Michel.

Ci-dessous on trouvera le texte de l'affiche qui sera apposée sur les murs de Paris dans les jours qui vont venir.

### L'AFFICHE DE L'U. A.

Ceux qui reprennent maintenant dans la boue tricolore le drapeau des Versaillais outragent la mémoire des martyrs de la Commune en voulant s'annexer la Bonne Louise, la Grande Communarde.

Qu'ils s'en tiennent à Jeanne d'Arc et à la MARSEILLAISE !

Qu'ils laissent tranquilles les grands lutteurs dont toute la vie fut un exemple immortel de ténacité révolutionnaire et de fraternité universelle des opprimés.



La photo que nous reproduisons ci-dessus et que nous a obligeamment prêtée le camarade Paul Honoré, de Romans, a été prise il y a une quarantaine d'années, à Sarraz, petite commune de l'Ardèche, par Pierre Martin. Celui-ci, qui faisait à cette époque le photographe ambulant, était un vieux compagnon de lutte de la Bonne Louise. Il dirigea le Libertaire pendant plusieurs années et jusqu'à la guerre de 1914.

Rappelons que Pierre Martin était aux côtés de Louise Michel à la fameuse manifestation de Vienne du 1<sup>er</sup> mai 1890.

SUR LE COMMUNISME LIBERTAIRE

## Erreurs d'interprétation

PAR MAX STEPHEN

Je viens de lire un livre écrit par un auteur espagnol, sur les événements qui se déroulent actuellement au pays de la C.N.T. Cet auteur s'incline visiblement vers notre mouvement, vers nos solutions. Il est antiautocratique convaincu et applaudit les idées anarchistes.

Mais certaines contradictions qui ne sont pas surprenantes chez un libéral — il ne faut pas confondre, ce que l'on fait souvent, le libéralisme et le théoricien, et du reste beaucoup de théoriciens apparents ne sont que des libéraux souvent médiocres —, certaines contradictions, dis-je, attirent mon attention.

Notre auteur déclare qu'il était impossible, à cause de la guerre, d'instaurer le communisme libéral. Mais il proteste, un peu plus loin, de ce que l'Etat représente, les chemins de fer, les chemins de fer, les usines aux ouvriers, le ravitaillement et la répartition aux syndicats, la terre aux collectivités agraires. Selon lui, tous ces éléments de production, de circulation, d'échange, devaient rester aux mains des travailleurs et être admi-

nistrés par eux. Il applaudit encore les principes de répartition mis en pratique dans les régions où la socialisation agraire a pénétré le plus profondément.

Sur le moment, je n'ai pas compris. Si tout cela est faisable, si tout cela devait être respecté, pourquoi déclarer que le communisme libéral était impossible ? Qu'est-ce donc, alors, que le communisme libéral ?

Puis j'ai réfléchi, et j'ai trouvé l'explication. L'esprit libéral, tout imaginaire, qui n'est pas l'esprit sociologique — tout analyse concrète des faits — domine dans l'interprétation de cet écrivain, comme il a dominé chez tant de nos camarades pendant cinquante ans. Il a, du communisme libéral, ou anarchiste (la différence qu'on a voulu faire, pendant ces dernières années, entre les deux termes, n'est qu'un escamotage pour la création de petites chapelles), la conception idyllique, éthérée que tant des nôtres ont eue. Et prenant l'arome pour la fleur dont l'organisation va jusqu'à l'humus du sol, il confond et désigne.

(Voir la suite en 3<sup>e</sup> page.)

CRIMES CRAPULEUX

## L'extermination légale de la famille Cornuel

par Aurèle PATORNI

Le drame de la ferme des Cornuel est maintenant suffisamment connu pour qu'il soit inutile de le narrer dans ses détails. Rappelons donc brièvement les faits. Pour deux cents francs qu'ils espéraient y trouver, des gens de loi armés jusqu'aux dents ont incendié une ferme et ont massacré ses habitants après avoir tenté de faire croquer la porte par un jeune serrurier qu'ils avaient requis pour leur besogne. Celui-ci, dont la jeunesse explique la témérité, fut tué au cours de son opération par un des fermiers. Réflexe très explicable ; on défend ce qu'on possède, n'est-ce pas ? On a appris cela à l'école ; ça fait partie de la défense du sol, de la terre où l'on est né, de la Patrie quoi ! Et la famille Cornuel, paysans dont le nom fleurit bon « la douce France » étaient nourris de ces principes formant la base de notre société. Bien plus, pendant la guerre, plusieurs d'entre eux avaient cru nécessaire de s'en aller au front alors que leurs chaumières n'étaient pas encore en danger, et dame ! quand ils ont vu qu'ils étaient directement menacés dans leurs personnes et dans leurs biens, ils n'ont pas hésité ! Dans leur rude

logique, ils sont demeurés convaincus que « l'étranger » c'est celui qui attaque ; ils n'avaient pas l'esprit assez déformé pour aboutir à de subtils distinguos entre celui-ci ou celui-là, entre « le Boche » et le Français. Et comme le régiment, à défaut de la guerre, avait appris aux plus jeunes l'art de tuer et le maniement des armes, ils s'en sont servis contre les envahisseurs, contre les incendiaires. Et peut-être l'un d'eux, se souvenant de l'hymne national, a-t-il épaulé son arme en fredonnant le couplet fameux :

Entendez-vous dans ces campagnes  
Mugir ces féroces soldats  
Qui viennent jusque dans vos bras  
Egorger vos fils et vos compagnons !

Cependant force est restée aux agresseurs et ce fut en vain que la mère Cornuel qui se tortillait dans les flammes devant le cadavre de son fils articula des mots de pitié. Pitié ? Allons donc ! Ce n'est pas un mot français ça ! Et les mousquetaires de la Loi canardèrent à bout portant cette torche vivante ! Et la foule, tout comme l'arrière durant la Guerre, acclama leurs gestes par ses bravos ! Tant et si bien que le len-



demain dans le « Journal » dans cette feuille qui, en ce moment même continue sa campagne publicitaire des « Sans Haine » un certain Chasseraud pouvait impunément insulter la malheureuse « cette vieille mégère écrit-il, qui semblait échappée de la chaudière des sorcières. »

Oui, un journaliste a pu écrire cela sans avoir encore reçu le crachat d'un honnête homme ! Peut-être n'en a-t-il point rencontré ?

Et l'on s'étonnera encore de ce qu'on appelle les horreurs d'une révolution ! On s'étonnera de ce que feront un jour, quand ils auront enfin rompu leurs chaînes, les doux, les tendres, tous ceux dont les yeux candides ne reflètent encore qu'un idéal vaguement conçu, ceux dont les regards étaient faits pour l'amour mais qui s'illuminent chaque jour de flammes inexorables et justicières ! Et beaucoup de gens sans pensée seront alors surpris, comme ils le sont encore aujourd'hui en lisant dans l'Histoire de France les massacres de septembre et les mutilations sexuelles subies par la princesse de Lamballe dont la tête décora la pique d'un révolutionnaire cependant qu'un autre, gavoche incorrigible, se confectonnaient une paire de moustaches avec les poils de cette bonne amie de Marie-Antoinette !

Surpris ? Pas nous ! Certes, il se peut qu'un jour, nous soyons nous-mêmes victimes de la colère des opprimés ; comme le dit Chopard dans le « Courrier de Lyon », les innocents ça court les rues, et nous sommes persuadés que le flot épurateur ne perdra point sa force à respecter celui-ci ou celui-là ; mais qu'importe ! Le problème des crimes de la Société se pose d'une façon suffisamment angoissante pour que nous ne nous affarçons pas sur nos propres destinées et nous savons bien que ces crimes dont, sans nul doute, le capitalisme a la plus vaste responsabilité, se continueront avec le même rythme, dans la même horreur, si les sociétés qu'on modifie par une révolution, s'obstinent à conserver ce monstre qu'on appelle l'Etat.

Mais n'anticipons pas et considérons seulement l'Etat actuel, le nôtre, celui dont la main hideuse nous happe ou nous menace.

Bien que la multitude reconnaisse que chaque geste de son existence est plus ou moins entravé par les tentacules de la pieuvre, bien que la masse s'aperçoive de l'iniquité des prélèvements étatiques, impôts sur l'air et la lumière, impôts sur le travail, impôts du sang, elle accorde malgré tout des circonstances atténuantes aux forfaits de l'Etat car, dans sa naïveté, elle le croit impartial. Même si elle le considère comme une machine à broyer les individus, elle croit que cette machine est soumise à une infrangible discipline, à des lois mécaniques inviolables. Et si cette multitude, voulant se représenter l'Etat sous sa forme vivante examine parfois les détails de son armature, ses organes, ses gardes du corps, elle le tient cependant pour un personnage extraordinaire et ne tirant sa puissance que de lui-même. Elle croit que ce potentat jouit d'une telle supériorité qu'il peut considérer tout individu comme un numéro et que pour lui, Pierre ne pèse plus que Paul. Oui, pour cette multitude, l'Etat, puissance vivante, absorbe sa pâte d'hommes aussi indifféremment que l'Etat, puissance-machine, absorbe sa cargaison de matières premières. Dans l'esprit de la masse, l'Etat ne connaît que des anonymes et son mutisme, devant les justes protestations des exploités persuadé encore la foule de l'impartialité de son idole, cruelle certes, mais tenue pour nécessaire par ses stupides adorateurs.

Or l'Etat n'est qu'un instrument docile entre les mains de ceux qui le dirigent ; il n'est que le serviteur obéissant de ses patrons, l'exécuteur fidèle des ordres qui lui sont donnés, l'intermédiaire des commandes qui lui sont faites, le ténancier surveillé des officines d'argent, le croupier de la Loterie nationale, le tire-laine des escroqueries coloniales, le croque-mort des entreprises guerrières. Vous croyez qu'il protège cette banque ? C'est exact ; il la protège, il vient à son secours, il la renforce même ! Mais c'est parce qu'une autre puissance financière, lui a donné l'ordre d'agir ainsi. Vous croyez que l'Etat c'est nous ? Non ! ce n'est même pas les autres, c'est leur valet ; ce n'est pas notre ennemi direct, c'est l'exécuteur des hautes œuvres de ceux qui lui dictent leurs ordres qu'ils appellent : l'Ordre.

C'est pour cela que celui qui possède une fortune suffisamment colossale pour agir sur les Etats par les moyens multiples de la Finance, de la Presse, etc., celui-là est tabou. C'est pour cela que Rockefeller n'a jamais payé un dollar des amendes fabuleuses auxquelles les lois américaines l'avaient condamné à l'origine de son premier trust ; c'est pour cela que Coty a pu accueillir avec un sourire la note de vingt millions que lui présentait notre fisc, c'est pour cela que Citroën, en une nuit, pouvait jeter sur le tapis vert d'un tripot de quoi nourrir trois cents familles pendant un an malgré ses impôts d'assurances sociales exorbitants et non exigés.

Mais les Cornuel ne devaient que deux cents francs ; ils faisaient partie du troupeau que l'Etat doit tondre afin de pouvoir payer les factures d'armements à ceux qui lui en ont imposé la commande, afin aussi de payer son personnel exécutif, depuis le Contrôleur des contributions jusqu'à l'huissier, depuis le procureur général jusqu'au bourreau.

C'est parce qu'il ignorait tout cela que le petit serrurier de dix-neuf ans a cru remplir une mission d'ordre social en fracturant la porte des Cornuel ; c'est en vertu de la discipline militaire que les gendarmes ont exécuté la mère et le fils en incendiant la ferme ; c'est à titre de « courageux citoyen » qu'Engène Millet, cultivateur, mouchard Henri Cornuel en indiquant aux chiens de garde la piste qu'il avait suivie après sa foudroyante sortie de la maison en flammes et que Mme Alvanols le livra aux gendarmes après l'avoir invité à sa table !

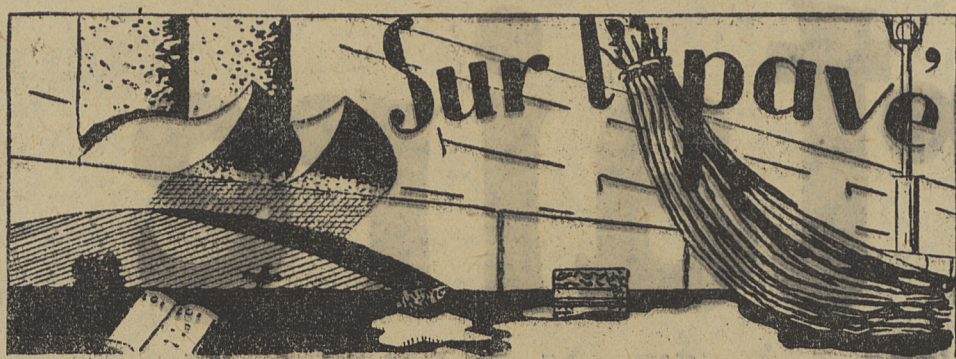
Aussi bien, cette tragédie paysanne constituée-elle une nouvelle condamnation de notre système social et d'un pays qui n'a même plus le sens du ridicule puisqu'il persiste encore à se décerner le titre de civilisé. Cette tragédie est puissamment éducative ; les jeunes doivent la méditer après l'avoir lue attentivement.

Mais pour ceux qui, comme nous autres, n'ignorent rien des horreurs dont nos maîtres sont capables, l'assassinat des Cornuel par les pouvoirs publics n'est qu'un nouveau forfait, logiquement consommé, au nom de l'ORDRE.

Et comme, par les représentants de cet ordre même, les crimes sont classés d'après les bénéfices que les assassins en tirent et les procédés qu'ils ont employés, nous n'hésitons pas à cataloguer l'affaire Cornuel dans les crimes crapuleux.

Car nous y trouvons sans effort tous les éléments qui valent ce qualificatif aux assassinats basement et sauvagement conçus : la cruauté, la lâcheté, la fourberie et la sottise, caractéristiques immédiates de cette bête puante qu'on appelle la Société moderne.

AURELE PATRONI.



## Force reste à la loi !

Une famille de « culs terreaux » trimant du matin au soir pour assurer leur subsistance et maître de cité, pour les vieux jours, quelques billets creaux : le droit à la vie de demain, sans se douter que ces chiffons de papier, demain peut-être, ne paieront plus que pour l'usage le plus intime... digne aboutissement d'une vie de labeurs et de privations...

La terre nourricière est leur unique souci ; que leur importe le monde lointain et ignoré ; qu'on-ils de commun avec l'Etat et toute son armature ? Ils n'ont rien à lui demander. Et le feraient-ils ? — en vain !

Mais si eux, dans leur vie primitive et paisible, heureuse peut-être, ne se soucient pas de l'Etat, celui-ci, par contre, étend sa sollicitude sans bornes jusque vers eux, jusque vers le plus humble travailleur. Comment les oublierait-il, en effet ? Il a sur eux des droits imprescriptibles, droits sacrés... la Raison d'Etat ! Il croit pouvoir leur soustraire 200 fr. ; ne nagent-ils pas dans l'abondance ? Ils vivent sous le toit de leur chaumière en compagnie de leur vache et de quelques poules...

Et lui, l'Etat, n'assure-t-il pas leur sécurité ? N'a-t-il pas d'énormes quantités d'armes à commander sans cesse pour s'acquitter de cette tâche ? N'a-t-il pas la foule de recrues galonnées, étoilées avec leurs satellites à nourrir et engraisser ?...

Ne construit-il pas des routes ? — Ces « culs terreaux », faule de Rolis-Royce ou autre qu'on-ils chevaux, peuvent y promener librement leur vache ; ils sont citoyens d'une république démocratique : ils ont tous les droits !

Mais ces ingrats, ces fils indignes d'une patrie qui les gèle de bonheur inespéré et d'imérité, ces « culs terreaux » se demandent perplexes : qu'avons-nous donc emprunté à l'Etat ? Que nous a-t-il fourni ? — Une charrie, une vache, de la semence, de l'engrais ? Et, s'ils pouvaient répondre par l'affirmative, ces pauvres bougres se saigneraient aux quatre veines pour payer « le dû »...

Mais dans l'abîme de l'ignorance des bien-faits incessants que leur procure l'Etat, ils demeurent persuadés que c'est le plus grand des flibustiers qui fond sur eux pour leur enlever le fruit de leur labeur ; et c'est le drame ! 200 fr. de « dû méconnu » ; une poignée de morts ; révoltés et défenseurs de l'Ordre sont tombés. Mais la Raison d'Etat demeure dans toute sa splendeur hideuse. Vae Victis !

Larue-Michel.

## Le Congrès de la Fédération parisienne de l'U.A.

Le Congrès est déclaré ouvert à 9 h. 30. Il est présidé par le camarade Serrano, assisté des camarades Aubert et Cherry.

Le secrétaire Pedron, dans son rapport moral, rappelle les difficultés qu'il a rencontrées pendant l'année écoulée. La Fédération avant les événements d'Espagne était presque inexistante. Dans tous les coins de la région parisienne, d'une façon un peu désordonnée, les groupes se sont constitués. De nombreuses réunions ont eu lieu. Aujourd'hui, nous commençons à enregistrer le bénéfice de cette action. De nombreux ouvriers dégoûtés des partis politiques viennent à nous.

L'ancienne structure de la Fédération ne correspond plus à son développement. Le Congrès, qui est un congrès administratif, aura donc surtout à s'occuper de sa réorganisation sur des bases correspondant mieux aux besoins actuels de la propagande.

C'est pourquoi le Comité d'Initiative a retenu la proposition du Groupe d'Asnières, visant à subdiviser la Fédération en secteurs, qui tenant compte des moyens de communication, permettraient à plusieurs groupes d'une même région d'appuyer leurs activités.

Après une discussion assez longue et approfondie, un grand nombre de délégués interviennent, apportant différentes suggestions, le principe est accepté.

L'après-midi le bureau de la Fédération ayant été chargé de présenter un projet de ces secteurs, ce projet est accepté sans discussion. Le nouveau bureau fédéral est nommé. Ce sont les camarades Vintrigner, secrétaire ; Pedron, secrétaire adjoint ; Barzangette, secrétaire administratif ; Mahé, trésorier ; Virot, trésorier adjoint.

Le Congrès approuve également la formation d'une commission de propagande, qui sera composée du bureau et d'un membre de chaque secteur.

Le Congrès vote le rapport financier, et renouvelle sa confiance au camarade Mahé. Par ailleurs, les C. I. auront lieu une fois par mois le samedi à 20 h. 30 précises, de façon à permettre aux groupes éloignés de se faire représenter. La C. I. décidera de la propagande générale et convoquera des assemblées d'information lorsqu'elles seront nécessaires par les circonstances.

Il est 18 heures et le congrès se termine après une journée de bon travail pour notre région.

Un avenir de propagande intense, de liaisons régulières, d'action et d'agitation se prépare pour notre région.

### L'Echelle Mobile... POUR LES DEPUTES



Il n'y a pas que les travailleurs qui s'aperçoivent de la dureté des temps ! Les députés, eux aussi, constatent l'augmentation de la vie. Aussi n'ont-ils pas hésité. Avec cette promptitude de décision qu'ils manifestent dans les situations les plus graves, les parlementaires ont résolu le problème de la vie chère en « se votant » une augmentation qui bénéficiera au jour le jour d'un « relèvement » automatique et proportionnel, l'échelle mobile, quoi !

Qui pourrait s'étonner des soins que les bergers du peuple prennent de leurs personnes ? N'avions-nous pas déjà entendu, pendant la guerre, le député Durafour proclamer en pleine Chambre ces paroles mémorables : « Chaque homme à sa place : le soldat dans la tranchée, le parlementaire au Parlement. »

### PAUVRE PATRONAT



Après le fameux « hasard » de Chautemps, le patronat, grand et petit, est à l'ordre du jour.

Bailly nous conte (style échos ancien l'airain) des anecdotes fort touchantes et l'émouvant amour de ces bons ouvriers pour le « patron » relevant de maladie... Ça vous retourne !

Un parlementaire rappelle que son grand-père était pauvre, ce qui ne l'a pas empêché de faire de son fils un entrepreneur (c'était un diable de bon métier que celui de pauvre au temps du grand-père !).

Un autre nous décrit les angoisses — par une nuit sombre et sans sommeil — des malheureux industriels rêvant — tout éveillés — de traites à payer, du prix des matières premières, des augmentations de salaires, des assurances sociales, des quarante heures... C'est à frémir, c'est du grand-guignol !

Maurras est plus énergique : Chautemps avec son fameux « hasard » aurait dégoûté une très grande partie du monde.

Il a raison. D'un côté la vraie France : l'industrie, le commerce, le vrai journalisme, l'art vrai, la vraie science, l'histoire vraie... l'élite, quoi ! De l'autre, les salariés, qui n'ont aucun droit ; pardon, un seul — mais ces pauvres hommes n'en profitent guère : celui de vivre seuls, sans famille, sans enfant. Au bout de quelque 50 années de ce régime les arrière-petits-fils de paveurs économes vivraient entre eux, se battraient entre eux, s'exploiteraient mutuellement... mais hélas !

### PAUVRE PETIT COMMERCE



Un brave commerçant, petit épicer rue Saint-Jacques, le jour de l'An, un filet de quatre bouteilles (bordeaux rouge, bordeaux blanc). La verrerie, naturellement, était consignée : 1 fr. 25 le flacon.

Le vin est bu, les fêtes terminées, le porte-monnaie est vide et les filets ne contiennent plus, hélas ! que des cadavres... Quoi ! les quelques francs consignés servaient pour le tabac de fin de mois.

On va donc reporter au brave petit épicer les bouteilles sinistrement vides...

... Et froidement, si votre mémoire est en défaut, si vous ne faites pas attention ou si vous êtes timides, ce cher petit commerçant ne vous rembourse que vingt sous par bouteille...

Ce n'est, après tout, qu'un tout petit vol (un franc par filet) et la vie est si dure pour les chers petits commerçants.

### QUAND L'AIGLE JOUE A L'OIE...



Un communiqué de presse dûment et très favorablement commenté par les journaux fascistes nous apprend que Mussolini a, dans une fougueuse harangue, exposé à ses miliciens tout ce que le « pas de l'oie » comporte d'esprit latin et d'espoir pour l'avenir de l'empire romain. Exaltant le geste gracieux du soldat qui se livre à cet exercice, le Duce s'est écrié : « C'est un pas qui a un style pur, qui exige une véritable préparation et un entraînement. C'est pourquoi nous le voulons. C'est un pas que les sédentaires, les ventrus, les demi-portionnés ne pourront jamais exécuter et c'est pourquoi il nous plaît. »

Voilà, certes, qui est propre à soulever d'orgueil les poitrines des vaillants miliciens, mais dans son enthousiasme le Duce a tout de même oublié les règles élémentaires de la correction et de l'amabilité.

Les demi-portionnés incapables au « pas de l'oie » oui, bien sûr, mais enfin le docteur Goebbels, pour peu susceptible qu'il soit peut se sentir visé.

Quant au ventru, le cinéma nous a montré, lors de la visite du général Goering en Italie, deux silhouettes, celle du Duce et de son ami allemand, qui pouvaient difficilement prétendre à la sveltesse. M. Mussolini devrait savoir qu'on peut être mannequin sans en avoir la taille.

### « THOREZ AU POUVOIR... »



... Et tout de suite... Le chômage chez les musiciens serait rapidement et totalement résorbé.

Simple parlementaire, le camarade Thorez allant signer son *Fils du peuple* en l'honneur de Calais est reçu par deux fanfares. (Humanité 24/1/38), une paille ! Au pouvoir, la musique de la Garde le pourrait suivre partout !

Il doit bien exister d'autres fils du peuple parmi les députés, communistes ou autres ; chacun ferait un petit effort pour écrire son petit roman : constitution de petites symphonies

particulières et ambulantes, et en avant la zizique...

Si tous les fils du peuple écrivaient, ô ma fille, Tu n'irais plus au bal chercher prince charmant.

Car fanfare héroïque et flûte de guadrille Suivraient les fils du peuple écoutant leur roman...

Monsieur Dubalal.



## Une conférence sur l'anarchie

Le cabaret du front populaire avait organisé dans son local, rue de la Boétie, une conférence sur l'anarchie.

Serge Varannes, le conférencier, ne se contenta pas de la tâche. Après avoir affirmé son admiration pour certains anarchistes, il se borna à commenter des informations puisées dans une revue. Les auditeurs eussent été bien mal informés, si notre camarade Coudry n'avait demandé la parole pour apporter le point de vue de l'U.A. Il mit beaucoup de choses au point, tant sur le mouvement makhoniste, que le conférencier avait émis de citer, que sur les événements d'Espagne.

Puis, à la demande du conférencier, les auditeurs posèrent des questions à Coudry, sur divers sujets, notamment sur la position actuelle de l'U.A.

Grâce à l'absence du terrassier de service, et à la correction du conférencier, qui, se rendant compte que les éléments dont il s'était servi étaient faux et incomplets et nous permit de nous expliquer, tout se passa bien. Nous eûmes même l'honneur de lever la séance au milieu de la sympathie générale.

En résumé, nous pouvons considérer cette conférence comme une bonne réunion de propagande.

### Le nouveau crime du C. S. A. R.

## Où sont les responsables ?

Un nouveau crime du C.S.A.R. vient d'être commis dans la région d'Angers. C'est signé par un papier épinglé dans le taxi de la victime. Ainsi donc sans crainte des poursuites et pour cause, cette équipe de tuteurs à la solde de ? continue. Devant ce fait monstrueux nous sommes obligés de demander à ceux qui par faiblesse consentante ont laissé se monter de telles organisations :

Où sont les responsables ?

Car nous pensons qu'au lieu de perquisitionner avec la méthode policière courante dans les foyers des militants de l'Union Anarchiste, de poursuivre le *Libertaire* pour une constatation de fait relative à l'Etoile, de faire arrêter illégalement notre camarade Douteur, il serait de beaucoup plus nécessaire de visiter les ligues factieuses soi-

disant dissoutes. Mais nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet, le gouvernement est trop occupé à accorder l'échelle mobile aux parlementaires, à emprisonner les militants tel que Léger pour 3 fusils du moyen âge, à expulser les militants antifascistes étrangers, à décréter que toute grève non justifiée, quelle ironie, est illégale.

Bref, ce gouvernement est trop occupé à bâillonner, freiner et combattre la classe ouvrière dans ses revendications justifiées. Quoi qu'il en soit nous pensons et continuerons à répandre que le seul moyen d'arrêter cette activité des ligues aux initiales plus ou moins hermétiques, est d'appliquer le mot d'ordre de l'Union Anarchiste : il faut fermer la gueule à nos chiens fascistes par tous les moyens appropriés.

## POUR LES 5.000 ABONNÉS

Comme nous l'annoncions la semaine passée la période de quelques semaines pendant laquelle chacun pouvait s'abonner en bénéficiant des anciens tarifs est maintenant écoulée. Près de 250 souscripteurs ont répondu à notre appel.

Il faudrait que cet effort se continue à cette cadence. 5.000 abonnés sont nécessaires pour que « Le Libertaire » ait des ressources régulières et stables.

Et cela dépend de vous, lecteurs. Que chaque adhérent à l'Union anarchiste se mette au travail et avant quelques mois nous atteindrons le chiffre de 5.000 abonnés.

A partir de ce jour les tarifs d'abonnement sont augmentés et passent à 14 francs pour 6 mois et 28 fr. pour 1 an.

C'est encore un tarif de faveur qui permet de faire une large propagande pour obtenir des nouveaux abonnés. « Le Libertaire » ne coûte maintenant que 53 centimes alors que pris chez un dépositaire vous le payez 0 fr. 75.

Que chacun fasse le maximum d'efforts pour les 5.000 abonnés.

## Je m'abonne au "Libertaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous

Signature :

envoie le montant, soit ..... francs,

à partir du .....

FRANCE	ETRANGER	NOM (2) .....
60 Nos .. 28 fr.	52 Nos .. 36 fr.	ADRESSE .....
20 Nos .. 10 fr.	26 Nos .. 16 fr.	VILLE .....
Chèque postal : Scheek André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 68-27		DEPARTEMENT .....

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Ecrire lisiblement.

## La littérature prolétarienne

La courageuse revue Les Humbles vient de faire paraître une intéressante et nécessaire étude signée Henry Poulaille sur la littérature et le peuple.

Dans un style clair qui rappelle Le Pain Quotidien, Poulaille démontre toute la valeur humaine des écrits de ceux qui la main sociale broie.

Sans se perdre dans les brassailles plus ou moins spéculatives de la littérature avec un grand L et de l'esprit pur, il expose et résout la question de l'expression prolétarienne par les lettres. Loyalement et franchement, il dit leur fait aux littérateurs du populisme qui, par dessein, ont brouillé les cartes.

Dans l'artefact, Place à la vie, il donne en images saisissantes ce qu'est cette littérature prolétarienne. Sans chercher si la chose n'alloit même ne donne encore que des balbutiements, il fait voir qu'elle est et ne peut être vraie que sur son véritable terrain, la lutte de classes.

Que ceux qui, par esprit de secte, de parti, ou de costume de grande coupe, aient la mépris d'articles, d'essais, signés d'un mignon, bonlangue, etc., le problème n'en reste pas moins, puisqu'il est celui de la vie nouvelle qui monte. D'ailleurs, la chose est tellement vraie que depuis le temps que l'on essaie de l'écrire, de ne lui laisser aucune place, elle commence cette littérature prolétarienne à avoir un corps bien à elle et sa force de jour en jour s'enrichit d'un nouveau sang.

Ironiquement, Poulaille cite les Poisson et Giono qui, malgré la silence des gens de lettres ou d'académie, ont réussi à se tailler une place. Aux J.-R. Block et Aragon, tout de même, il batte les fesses pour leur lâcheté envers ceux aux noms desquels ils prétendent parler.

Tout dans cette revue serait à dire si la place ne nous faisait défaut, mais que ce court compte rendu soit un témoignage d'estime pour ceux qui, comme Poulaille, ont la sincérité et le courage de montrer que les prolétaires n'ont pas seulement un ventre, mais qu'ils sont capables avec leurs bras de penser, et d'exprimer leurs douleurs, leurs souffrances et leurs joies.

Qu'en dépit des obstacles mis sur leur route, ils franchissent les bornes de l'intellectualisme du monde qui crève, pour enfin critiquer la vie de leur force naissante. Cette force de la classe à laquelle ils appartiennent, la prolétariat.

Merci Poulaille, merci Wullens, des Humbles de nous faire connaître ceux qui demandent à la vie autre chose qu'une gamelle.

Roger GOUDRY.



## AU CONGRÈS DE LA C. N. T.

## LE PROLÉTARIAT IBÉRIQUE MONTRE LA CAPACITÉ CONSTRUCTIVE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le Congrès de la C. N. T. vient de clore ses travaux à Valence. Nous avons signalé dans notre dernier numéro les principaux points de l'ordre du jour.

Nos camarades, malgré les formidables difficultés ou les a enfermés la politique de la non-intervention, ne cessent d'affirmer les conquêtes révolutionnaires du 19 juillet 1936.

En face des utopies réformistes et stalinien, les anarchistes espagnols montrent au prolétariat mondial le chemin de sa libération.

Cette libération ne peut être que l'œuvre des organisations prolétariennes en dehors de toute tutelle de l'Etat.

La C. N. T., qui groupe plus de la moitié des salariés espagnols, est consciente de ses responsabilités tant devant les travailleurs ibériques que devant le prolétariat mondial. C'est ce sentiment de responsabilité qui lui dicte son attitude de dignité et de froide résolution de poursuivre la réalisation des idéaux, chers aux opprimés de la terre, devant les provocations sans nombre des éléments irresponsables appartenant à la bourgeoisie ou à la coalition stalinio-réformiste.

Cette attitude a porté ses fruits. Le peuple espagnol, que les politiciens considéraient comme un troupeau, incapable de se diriger lui-même, vient de leur montrer, par la voie de son organisation la plus représentative, qu'il est majeur et qu'il entend poursuivre l'organisation de sa vie en dehors d'eux. Les criminels et les insensés qui conçoivent la provocation de mai à Barcelone, croyant pouvoir démolir les collectivités agraires et industrielles, se rendent-ils compte aujourd'hui, devant la force formidable de la C. N. T. avec ses 1.700.000 syndiqués, de l'inanité de leurs intentions ?

En dehors de toute discussion métaphysique, le Congrès a étudié les moyens les plus pratiques pour perfectionner les organismes nés pendant la Révolution, et permettant la coordination des efforts dans les entreprises collectivisées.

Après dix-huit mois d'expérience, dans les collectivités, les congressistes pouvaient envisager avec sérénité les défauts de tels organismes et les moyens d'y remédier, car ils savent que l'Etat, avec son organisation tyrannique, a pu triompher dans le passé parce que le peuple n'a pas su perfectionner et défendre les institutions qui lui garantissent le maximum de bien-être et de liberté.

Il est hors de doute que la grande force des anarchistes espagnols réside dans cet empirisme instinctif qui leur permet de s'adapter aux circonstances sans perdre de vue l'idéal.

Pour adapter les entreprises collectivisées à l'intérêt général des travailleurs et les aider à se perfectionner, le Congrès a décidé :

1° Les fédérations nationales d'industries, sur la proposition des syndicats et à travers les fédérations régionales, départementales et locales, nommeront les délégués techniques nécessaires pour l'inspection et l'orientation des organes économiques qui seront sous sa juridiction ;

2° Ces délégués proposeront les règlements destinés à orienter efficacement les différentes industries dans le but d'améliorer l'économie et l'administration. Ils ne pourront agir pour leur propre compte et seront chargés d'appliquer les dispositions des Conseils dont ils dépendront ;

3° Pour plus d'efficacité dans leurs fonctions et dans les cas où cela serait nécessaire, ils proposeront aux Conseils qui les auront nommés l'application de sanctions aux individus ou organismes qui les auraient méritées pour manquement à leurs devoirs. L'organisation admettra l'extension des facultés de coercition correspondantes à l'organisme qui pourrait user de ce droit. Cette disposition concerne exclusivement les industries aux mains des ouvriers.

Il suffit de lire attentivement ce texte pour se rendre compte de son esprit profondément libertaire. Il s'agit d'aider les organismes existants et, en même temps, de les purger des individus indésirables ou incapables et ce en dehors de toute bureaucratie omnipotente. Nous sommes loin des « Révisors » stalinien, qui, abrités derrière les privilèges bolcheviques, échappent au contrôle des intéressés. Ces délégués s'occuperont uniquement des entreprises collectivisées, car les anarchistes espagnols ne se proposent pas d'améliorer les institutions bourgeoises, ils les démolissent ! — Ch. R.

## L'ŒUVRE DE LA C. N. T.

## Les laboratoires d'expériences et d'essais

L'œuvre entreprise par la C. N. T. en créant les laboratoires d'expériences et d'essais des matières premières est certainement une des plus importantes initiatives prises par nos camarades en pleine guerre et malgré des difficultés de toutes sortes. S'il est le deuxième en Europe dans le genre (un organisme semblable existe en Allemagne), il est évidemment le premier à avoir eu pour but de mettre la science au service du peuple en s'inspirant d'un idéal nettement libertaire.

Le but. — Ce laboratoire est créé sous l'initiative du syndicat de l'Enseignement et des professions libérales, section ingénieurs et techniciens de Barcelone ; il a pour objet l'investigation scientifique de tout ce qui a rapport aux industries particulières et collectives des collectivités, leur donnant des moyens suffisants pour se développer et les résultats sont : encouragements. Un camarade de la C. N. T. Luis Vié, ingénieur, est à la tête de ce laboratoire.

Quoi que nous ne disposions pas de tout le matériel nécessaire à son développement normal, nous avons monté et installé plusieurs sections complètes. Le plus gros obstacle est de ne pouvoir faire venir certains appareils de l'étranger.

De combien de sections se compose le laboratoire ?

De dix : chimie, agriculture, météorologie, physique, mécanique, industries viticoles, géologie, minéralogie, microbiologie, questions touchant les vétérinaires.

Quelle structure leur avez-vous donnée ?

Nous sommes dirigés par un conseil technique, composé de deux camarades de chaque section, mais afin de lui donner plus d'élasticité et de pouvoir résoudre des questions urgentes, l'on nomme une junta qui assume toutes les fonctions du conseil à qui elle rend compte de son action et des décisions qu'elle prend. Cette junta est composée de dix conseillers et présidée par la Direction, de même que le Conseil.

Le travail en commun implique-t-il les groupements spontanément constitués, se formant et se reformant sans cesse, au gré de la fantaisie de leurs composants ? Les textes répondront.

« La future organisation sociale, écrivait Bakounine, doit être faite de bas en haut, par la libre association et fédération des travailleurs dans les associations d'abord, puis dans les communes, dans les régions, dans les nations, et finalement dans une grande fédération internationale universelle » (1).

On retrouvera cette conception répétée incessamment dans les écrits bakouniniens, particulièrement dans ses programmes, presque tous inédits en français. Bakounine a surtout recommandé les fédérations syndicales et communales étendues sur tout le territoire en révolution. Rien dans ses écrits ne se rapporte aux questions d'affinités pour bâtir une maison, tisser la toile, ou récolter le blé.

Adhémar Schwitzguébel, une des intelligences les plus lucides de la Première Internationale, prévoyait que « les différents groupes locaux d'un métier constitueraient les fédérations régionales d'un même métier, comme les communes constitueraient la Fédération des communes ; cette organisation embrasserait ainsi la totalité des intérêts existants » (2).

Ces deux auteurs étaient collectivistes, non communistes anarchistes. Mais en tenant compte que le principe collectiviste de cette époque était défendu parce que, pensait-on, il garantissait mieux la liberté, le sens de coordination permanente des activités qui se dégage de ces conceptions est encore plus expressif.

Mais Kropotkine, le plus érudit des théoriciens du communisme anarchiste, expliquait dans *Autour d'une Vie* comment les internationalistes de l'époque où il les connaît, devant bien des anarchistes et devant ceux qui se demandent honnêtement ce que nous voulons, la vérité.

Communisme libertaire ou anarchiste. Travail et production en commun, dans la liberté.

## La terreur clérico-fasciste

Le journal *Arbeiderbladet*, de Copenhague, publie les déclarations de Mme Ulmer, veuve de l'écrivain Ulmer, sur le terrorisme exercé par les troupes italiennes à Majorque. Mme Ulmer a vécu quatre mois à Palma au moment de l'insurrection :

« Deux mois après le début de la rébellion, l'on commençait à parler italien dans les rues de Palma et peu de temps après les officiers italiens étaient les maîtres de l'île. Mon fils et moi, nous restâmes neutres. Mais ce fut impossible devant le régime de terreur fasciste. Parfois le chef fasciste invitait ses amis à dîner pour assister à des exécutions d'ouvriers et d'antifascistes, comme diversion. Un gosse de douze ans fut assassiné pour ses opinions politiques ! Deux jeunes filles qui se plaignaient de l'obscurité de la rue eurent la tête rasée. Un jour d'exécution d'un groupe d'ouvriers, l'un d'eux cria « vive la république ». L'officier retarda l'exécution afin de lui donner quelques coups de poing supplémentaires dans la figure. Les fascistes ne respectaient ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants.

Sept infirmières de la croix-rouge qui maintenaient en secret leurs opinions républicaines ont été fusillées.

L'évêque de Palma a déclaré un jour, en donnant la bénédiction, qu'il n'était pas suffisant d'exterminer les rouges, mais qu'il fallait aussi exterminer leur progéniture. »

Notre camarade Maguid, qui dirige *Tierra y Libertad*, le grand hebdomadaire de la F. A. I., nous conte ses impressions de son vaste voyage dans le Sud de l'Espagne, à Madrid et enfin au front de Teruel :

« Dis-nous quelque chose de l'esprit, de l'ambiance, des travaux de nos camarades andalous, de la vie de notre organisation dans ces régions.

— L'on y travaille avec un véritable enthousiasme et la plus parfaite cordialité règne entre les organisations C. N. T., F. A. I. et J. J. L. L. L'on réalise en grande partie le changement de structure de la F. A. I. en créant un grand nombre d'organisations. Les Jeunesses libertaires effectuent un labeur extraordinaire ; déjà elles ont organisé un excellent service de distribution d'imprimés, livres, journaux.

Durant le congrès, nous avons eu l'occasion de parler avec des camarades du front sud. Le fervor révolutionnaire et la foi dans la victoire sont inébranlables. Avec des paroles simples, imprégnées d'idéal, ils nous font part du formidable esprit de sacrifice qui règne dans les tranchées, où la neige rend la vie dure aux prolétaires, où le vent et la gelée l'atteignent durement. Cependant, malgré tant de souffrances, ils n'oublient pas un seul instant le motif qui les fit changer leurs outils pacifiques pour le fusil, et tout en combattant l'on procède à l'éducation du soldat de la Révolution. Dans les tranchées, fonctionnent de véritables écoles, et les livres, revues, journaux et brochures y circulent abondamment.

Quand arrivait-on à Teruel ? Parlez-nous de Teruel.

— J'y arrivai le 31 décembre, quand la ville était déjà en notre pouvoir. La lutte continuait, acharnée, contre les réducts fascistes du gouvernement civil, le séminaire et le couvent de Santa-Clara. Ce jour-

là, les fascistes désespérés par la perte de très importantes positions, lancèrent une violente contre-offensive avec l'espérance de récupérer et sauver les assésés, qui se défendaient dans certains points isolés de la ville. Nous arrivons au plus aigu de la bataille : mortiers, canons, mitrailleuses et fusils sont en pleine activité. La ville est littéralement submergée sous une pluie d'obus, de grenades à main, de bombes tirées par les deux camps. Nous étions près du séminaire. Devant nous passaient sans discontinuer, en une interminable procession, les brancards transportant les blessés, au milieu d'un bruit assourdissant.

— Tu es parti ensuite pour Madrid ?

— A Valence d'abord, ensuite à Madrid, pour plusieurs jours.

— Par quoi as-tu été le plus impressionné ?

— L'esprit de la population, son moral merveilleux, qui lui permet de supporter avec sérénité et stoïcisme les angoisses ; la ferme obstination de se maintenir coûte que coûte, malgré tous les risques, à côté des tranchées défendues par ses hommes. Nous fûmes aussi très impressionnés par le spectacle indescriptible des dégâts aux édifices, causés par le bombardement, surtout dans certains quartiers, comme celui d'Argüelles, dont les édifices presque tous détruits sont tous inhabités. Un profond silence y règne interrompu de temps en temps par la fusillade, les canons et les mortiers. Les tranchées sont parfaites, construites avec toutes les exigences de la technique moderne, et Madrid peut résister indéfiniment.

— Sur cette position se trouvent les effectifs de la cinquième division, dont le commandant est notre camarade Palacios (de la C. N. T.), le commissaire Tomas Sanz (de la C. N. T.), et autres chefs avec qui nous avons causé longtemps.

Cette division réalise un important labeur culturel, au moyen d'écoles, distributions de revues, journaux, etc., labeur qui continue sans la moindre interruption, malgré la proximité des tranchées ennemies, dont ils ne sont séparés, en quelques endroits, que de 5 mètres. C'est la glorieuse histoire de cette division confédérale, car depuis novembre 1936, époque à laquelle les fascistes considéraient comme faite la prise de Madrid, elle continua d'avancer, prenant du terrain à l'ennemi.

— Sur la concordie et la collaboration entre les différents secteurs ?

La ville de Madrid est une chose, la région du centre une autre. Notre organisation a rendu publique la nécessité que l'on passe des déclarations aux faits. Théoriquement, tous les partis et organisations sont d'accord, et, dans la pratique, il existe une certaine collaboration, sauf dans quelques aspects politiques de conséquences désastreuses.

Notre camarade termina le récit de son voyage sur les principaux fronts de guerre en insistant sur le fait que les ex-militiens, devenus soldats de l'armée populaire par nécessité, sont restés des révolutionnaires. Ils veulent vaincre, mais aussi ne cessent de s'intéresser à l'œuvre constructive de la C. N. T. dans tous les domaines.

Les envoient à leurs camarades de la C. N. T.-F. A. I. leurs avis sur les œuvres à accomplir, les encouragent, eux qui sont si courageux. Un bloc est un entre eux de l'arrière, qui créent une société meilleure, et ceux de l'avant qui n'ont plus qu'un affreux souvenir de ce que fut cette République bourgeoise et répressive : ils sont animés de la pure flamme révolutionnaire et n'entendent pas laisser gâcher leur victoire. Ce serait le sous-estimer et ne pas les comprendre que de les croire vaincus moralement ; ils comprennent que la guerre sera longue, ils mènent de front la guerre et la révolution. Ce qui frappa Maguid en les quittant, c'est l'immense intérêt qu'ils montraient pour le congrès de la C. N. T. Ils veulent être sûrs, maintenant, de ne pas se battre pour rien.

De LUZ y FUERZA :  
Organe de la Fédération  
de Produits Chimiques  
de la C.N.T.

## A Teruel, en Andalousie, à Madrid avec l'armée révolutionnaire

Notre camarade Maguid, qui dirige *Tierra y Libertad*, le grand hebdomadaire de la F. A. I., nous conte ses impressions de son vaste voyage dans le Sud de l'Espagne, à Madrid et enfin au front de Teruel :

« Dis-nous quelque chose de l'esprit, de l'ambiance, des travaux de nos camarades andalous, de la vie de notre organisation dans ces régions.

— L'on y travaille avec un véritable enthousiasme et la plus parfaite cordialité règne entre les organisations C. N. T., F. A. I. et J. J. L. L. L'on réalise en grande partie le changement de structure de la F. A. I. en créant un grand nombre d'organisations. Les Jeunesses libertaires effectuent un labeur extraordinaire ; déjà elles ont organisé un excellent service de distribution d'imprimés, livres, journaux.

Durant le congrès, nous avons eu l'occasion de parler avec des camarades du front sud. Le fervor révolutionnaire et la foi dans la victoire sont inébranlables. Avec des paroles simples, imprégnées d'idéal, ils nous font part du formidable esprit de sacrifice qui règne dans les tranchées, où la neige rend la vie dure aux prolétaires, où le vent et la gelée l'atteignent durement. Cependant, malgré tant de souffrances, ils n'oublient pas un seul instant le motif qui les fit changer leurs outils pacifiques pour le fusil, et tout en combattant l'on procède à l'éducation du soldat de la Révolution. Dans les tranchées, fonctionnent de véritables écoles, et les livres, revues, journaux et brochures y circulent abondamment.

Quand arrivait-on à Teruel ? Parlez-nous de Teruel.

— J'y arrivai le 31 décembre, quand la ville était déjà en notre pouvoir. La lutte continuait, acharnée, contre les réducts fascistes du gouvernement civil, le séminaire et le couvent de Santa-Clara. Ce jour-

là, les fascistes désespérés par la perte de très importantes positions, lancèrent une violente contre-offensive avec l'espérance de récupérer et sauver les assésés, qui se défendaient dans certains points isolés de la ville. Nous arrivons au plus aigu de la bataille : mortiers, canons, mitrailleuses et fusils sont en pleine activité. La ville est littéralement submergée sous une pluie d'obus, de grenades à main, de bombes tirées par les deux camps. Nous étions près du séminaire. Devant nous passaient sans discontinuer, en une interminable procession, les brancards transportant les blessés, au milieu d'un bruit assourdissant.

— Tu es parti ensuite pour Madrid ?

— A Valence d'abord, ensuite à Madrid, pour plusieurs jours.

— Par quoi as-tu été le plus impressionné ?

— L'esprit de la population, son moral merveilleux, qui lui permet de supporter avec sérénité et stoïcisme les angoisses ; la ferme obstination de se maintenir coûte que coûte, malgré tous les risques, à côté des tranchées défendues par ses hommes. Nous fûmes aussi très impressionnés par le spectacle indescriptible des dégâts aux édifices, causés par le bombardement, surtout dans certains quartiers, comme celui d'Argüelles, dont les édifices presque tous détruits sont tous inhabités. Un profond silence y règne interrompu de temps en temps par la fusillade, les canons et les mortiers. Les tranchées sont parfaites, construites avec toutes les exigences de la technique moderne, et Madrid peut résister indéfiniment.

— Sur cette position se trouvent les effectifs de la cinquième division, dont le commandant est notre camarade Palacios (de la C. N. T.), le commissaire Tomas Sanz (de la C. N. T.), et autres chefs avec qui nous avons causé longtemps.

Cette division réalise un important labeur culturel, au moyen d'écoles, distributions de revues, journaux, etc., labeur qui continue sans la moindre interruption, malgré la proximité des tranchées ennemies, dont ils ne sont séparés, en quelques endroits, que de 5 mètres. C'est la glorieuse histoire de cette division confédérale, car depuis novembre 1936, époque à laquelle les fascistes considéraient comme faite la prise de Madrid, elle continua d'avancer, prenant du terrain à l'ennemi.

— Sur la concordie et la collaboration entre les différents secteurs ?

La ville de Madrid est une chose, la région du centre une autre. Notre organisation a rendu publique la nécessité que l'on passe des déclarations aux faits. Théoriquement, tous les partis et organisations sont d'accord, et, dans la pratique, il existe une certaine collaboration, sauf dans quelques aspects politiques de conséquences désastreuses.

Notre camarade termina le récit de son voyage sur les principaux fronts de guerre en insistant sur le fait que les ex-militiens, devenus soldats de l'armée populaire par nécessité, sont restés des révolutionnaires. Ils veulent vaincre, mais aussi ne cessent de s'intéresser à l'œuvre constructive de la C. N. T. dans tous les domaines.

Les envoient à leurs camarades de la C. N. T.-F. A. I. leurs avis sur les œuvres à accomplir, les encouragent, eux qui sont si courageux. Un bloc est un entre eux de l'arrière, qui créent une société meilleure, et ceux de l'avant qui n'ont plus qu'un affreux souvenir de ce que fut cette République bourgeoise et répressive : ils sont animés de la pure flamme révolutionnaire et n'entendent pas laisser gâcher leur victoire. Ce serait le sous-estimer et ne pas les comprendre que de les croire vaincus moralement ; ils comprennent que la guerre sera longue, ils mènent de front la guerre et la révolution. Ce qui frappa Maguid en les quittant, c'est l'immense intérêt qu'ils montraient pour le congrès de la C. N. T. Ils veulent être sûrs, maintenant, de ne pas se battre pour rien.

De LUZ y FUERZA :  
Organe de la Fédération  
de Produits Chimiques  
de la C.N.T.

peu de personnes protestent de payer des impôts pour la rendre effective.

Mais il est d'autres considérations. Le rendement de la production varie sans cesse. Avec un même effort, on obtiendrait le double de poisson sur telle côte que sur telle autre, une différence moyenne de raisin dans les différents vignobles, plus de blé ou de pommes de terre selon les régions. Telles mines donneront de la houille excellente, celles-là de la houille médiocre et les couches charbonneuses plus ou moins épaisses, rendront plus ou moins pour un même travail. Tel minéral procurera quarante pour cent de métal pur, tel autre soixante-dix pour cent, quel que soit de meilleure qualité. Les pâturages des contrées humides permettront d'obtenir plus de lait ou plus de viande que ceux des contrées où les pluies sont rares.

Le rendement du travail varie sans cesse. Essentiellement diverse, la nature est une source perpétuelle d'injustices. Mais l'homme, qui modifie les lois de la nature et les transforme par les merveilles de la physique et de la chimie quand cela lui convient, doit aussi la corriger, et la corrige au sens moral.

Quoi que inégales dans leurs résultats, toutes les productions sont nécessaires. Le minéral pauvre et le minéral riche, les mauvais et les bons pâturages, le blé des terres maigres et le blé des terres grasses. Et nous ne pouvons pas dans une société égalitaire maintenir des privilèges, donner par exemple cent francs par tonne pour deux tonnes de fer dont l'une aurait demandé quatre heures et l'autre sept heures de travail, ou cent cinquante francs par quintal pour deux quintaux de blé, obtenus le premier sur cinq mille mètres carrés, le deuxième sur neuf mille, avec un travail proportionnel.

L'éthique doit présider les relations économiques. Il ne s'agit plus de dire : « Tu apportes tant, tu reçois tant », mais bien : « tu t'efforces comme nous, jouis de la vie comme nous », « tu es, tu as le droit de vivre ».

Telles sont les considérations fondamentales qui nous poussent à défendre le communisme libertaire, telles les raisons pour lesquelles nous ne l'abandonnons pas.

MAX STEPHEN.

(1) La morale anarchiste.

(2) Préambule pour la seconde livraison de l'Empire Knouto-Germanique.

## Erreurs d'interprétation

(Suite de la première page)

Nous avons ainsi confondu et défiguré nos propres idées pendant un demi siècle, et il n'est pas surprenant que ceux qui n'appartiennent pas à notre mouvement s'y trompent. On a créé, dans le mouvement anarchiste, une mystique, un esprit religieux sur la vie future. De là au Paradis, il n'y avait qu'un pas. La société de l'avenir et le royaume de Dieu arrivèrent à se ressembler étrangement. Il ne manquait que le Saint-Père.

Les hommes seraient purs, chacun ferait ce qu'il devrait, tous vivraient sans heurts, et il n'y aurait pas même besoin d'organisation stable. Groupes de producteurs par affinités (Jean Grave), inutilité des commissions permanentes de statistiques (re Jean Grave et d'autres), la libre entente réglant tout au jour le jour, liberté sans limites, bonté ineffable... Cet état d'esprit a existé chez beaucoup. Il démentait certainement nos théoriciens et nos sociologues les plus sérieux. Mais nous avons été inondés de ces interprètes entre le sociologue véritable et le profane, qui ont fait oublier, par l'abondance de leurs articles et de leurs discours, les œuvres fondamentales, et ont fini par faire prédominer, dans l'esprit public, leur déclamation.

Combien, comme Hamon, ont prétendu résumer l'anarchisme dans le « Fais ce que tu veux » de Rabelais, et non dans le « Sème la vie autour de toi », de Kropotkine ? (1).

Et ainsi, la commune libre, absolument libre, les groupes de production par affinité, les relations sexuelles au petit bonheur, la libre consommation, le droit de disposer de son temps sans tenir compte du travail et des besoins communs furent des dogmes presque intangibles qu'il fallait admettre pour être vraiment anarchiste. L'homme n'était plus un homme : c'était un papillon.

La lecture attentive de Proudhon, de Bakounine, de Kropotkine prouverait que tout cet amas de « théories » qu'on nous a présentées au nom de l'anarchie n'a rien à voir avec elle, et il nous faut absolument montrer leur néant si nous voulons que nos idées soient prises au sérieux. Il faut rétablir,

devant bien des anarchistes et devant ceux qui se demandent honnêtement ce que nous voulons, la vérité.

Communisme libertaire ou anarchiste. Travail et production en commun, dans la liberté.

Ce travail en commun implique-t-il les groupements spontanément constitués, se formant et se reformant sans cesse, au gré de la fantaisie de leurs composants ? Les textes répondront.

« La future organisation sociale, écrivait Bakounine, doit être faite de bas en haut, par la libre association et fédération des travailleurs dans les associations d'abord, puis dans les communes, dans les régions, dans les nations, et finalement dans une grande fédération internationale universelle » (1).

On retrouvera cette conception répétée incessamment dans les écrits bakouniniens, particulièrement dans ses programmes, presque tous inédits en français. Bakounine a surtout recommandé les fédérations syndicales et communales étendues sur tout le territoire en révolution. Rien dans ses écrits ne se rapporte aux questions d'affinités pour bâtir une maison, tisser la toile, ou récolter le blé.

Adhémar Schwitzguébel, une des intelligences les plus lucides de la Première Internationale, prévoyait que « les différents groupes locaux d'un métier constitueraient les fédérations régionales d'un même métier, comme les communes constitueraient la Fédération des communes ; cette organisation embrasserait ainsi la totalité des intérêts existants » (2).

Ces deux auteurs étaient collectivistes, non communistes anarchistes. Mais en tenant compte que le principe collectiviste de cette époque était défendu parce que, pensait-on, il garantissait mieux la liberté, le sens de coordination permanente des activités qui se dégage de ces conceptions est encore plus expressif.

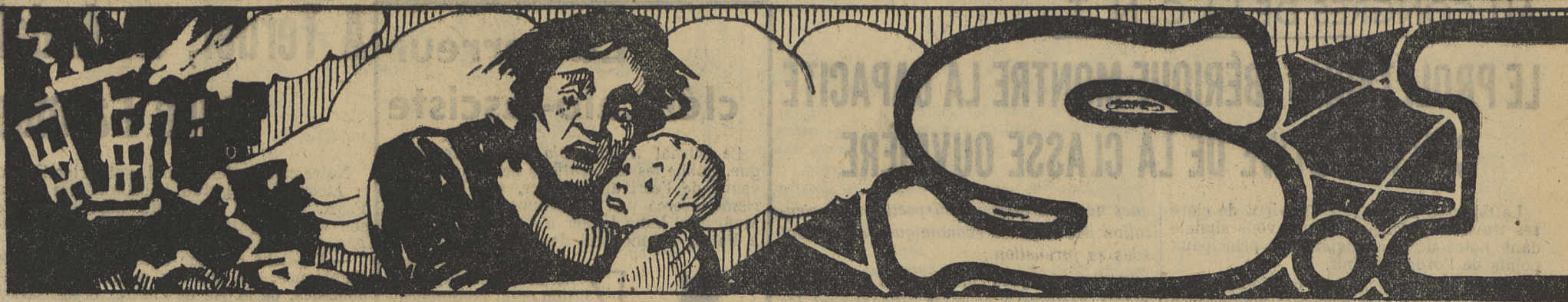
Mais Kropotkine, le plus érudit des théoriciens du communisme anarchiste, expliquait dans *Autour d'une Vie* comment les internationalistes de l'époque où il les connaît, devant bien des anarchistes et devant ceux qui se demandent honnêtement ce que nous voulons, la vérité.

Communisme libertaire ou anarchiste. Travail et production en commun, dans la liberté.



Chautemps, l'hypocrite, s'émue des atroces bombardements de Barcelone.

Parmi les femmes et les enfants, massacrés là-bas, combien ont été refoulés de France ces mois derniers par le même Chautemps ?



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II\*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

## UN TÉMOIGNAGE DE NOTRE SOLIDARITÉ

### La vie à Llensa

Tous ceux qui ont parlé avec les petits réfugiés de Llensa ont été frappés de l'attachement de ces enfants à leur colonie. Elle est attachée en effet, et c'est cette forte impression qu'elle m'a laissée lors de mon dernier passage.

Elle compte actuellement 208 enfants, âgés de 2 ans et demi à 14 ans : le nombre s'en est accru sans cesse, depuis sa fondation, car la guerre civile fait chaque jour, hélas ! de nouvelles victimes : dernièrement, un groupe de 14 petits Asturiens a été accueilli. La maison est maintenant très pleine car 208 enfants forment une grosse colonie ; heureusement qu'il y a de l'espace : le château compte des chambres assez spacieuses et un second étage, transformé en dortoir où l'on a pu installer un grand nombre de lits. Mais la salle à manger

« ayons dans la province de Gérone. En tous sens, c'est un modèle pour « servir d'exemple à d'autres « semblables. »

La nourriture, nous le répétons, est saine et abondante. N'oublions pas, camarades, que c'est nous qui la leur procurons et qu'il faut à ces 208 petits deux repas principaux, un petit déjeuner et un goûter chaque jour. C'est aussi nous qui les habillons : les ressources financières de la colonie ne permettent pas de leur acheter des vêtements neufs et tous ces petits ne sont vêtus que des dons recueillis ; les vêtements usagés durant moins longtemps que les vêtements neufs ; il nous faut les renouveler plus souvent ; pensons-y.

Enfin il y a les frais médicaux : heureusement ceux-ci sont à peu près inexistantes grâce à la préoccupation



Un groupe des orphelins de Llensa.

ne peut contenir tous les enfants, il faut les servir en trois fois, les tout petits d'abord, puis les moyens, enfin les plus grands, ce qui complique la tâche du personnel de la maison ; nos petits, eux, semblent comprendre ces difficultés et avoir à cœur de les simplifier : dès que l'heure du repas a sonné, ils se rassemblent, s'assoient et mangent silencieusement, sans hâte mais sans perte de temps, pour laisser la place aux suivants qui attendent avec impatience ; ce repas est un beau spectacle.

Naturellement, le mobilier de la colonie est très simple, les lits en bois blanc, les couverts parfois disparates, car l'esprit des camarades responsables n'a pas été d'organiser la colonie modèle, celle des visites officielles, soignée jusqu'à ses plus petits détails, mais de faire vraiment œuvre de solidarité, en accueillant le plus d'enfants possible et en leur assurant l'essentiel, la santé et l'instruction élémentaire.

La santé, ils l'ont, grâce à une excellente nourriture, la propreté et la vie au grand air. La dernière inspection sanitaire, du 2 septembre 1937, a témoigné dans son rapport que « la colonie Ascaso-Durruti peut se considérer comme le meilleur établissement de réfugiés de guerre que nous

constante et à la grande compétence de la directrice de notre colonie.

Mais Llensa n'est pas qu'un refuge matériel : c'est aussi la colonie où les enfants trouvent l'instruction, les jeux et les plaisirs qu'on peut procurer à cet âge. A 50 mètres environ du château, les enfants ont leur école où ils se rendent matin et soir. En dehors des heures de classe, ils jouent dans le beau jardin qui entoure la maison, ou vont en promenade : la plage est toute proche et ils s'y baignent l'été ; dans l'intérieur du pays les promenades sont innombrables vers les champs, les collines et les bois parfumés.

Ces enfants des faubourgs de Madrid, fils du peuple, sont très attachés à leur colonie et aux camarades responsables pour lesquels ils ressentent un véritable amour filial ; affection qui récompense ceux-ci de la lourde tâche qu'ils ont, pour laquelle ils ne comptent ni les fatigues ni les interminables journées de travail. C'est à nous de redoubler d'efforts pour soulager dans toute la mesure de nos moyens le dur labeur de ceux sur qui pèse tout le travail de la colonie, et de développer toujours davantage notre solidarité qui est un des meilleurs moyens de lutte contre le fascisme.

Renée LAMBERT.

## Par la parole et le film

### Les conférences filmées d'hier

#### SAINT-JEAN-DE-LUZ

La conférence filmée que nous avons donnée le 24 dans cette ville, centre de l'espionnage franquiste, a obtenu un succès qui dépassa nos espérances.

La question du fascisme fut minutieusement exposée et, comme nous étions dans une localité où les créatures de Franco abondent et ne se gênent nullement pour agir au grand jour, nous avons, avec vigueur, cloué au pilori le clique clerical-militaire qui ensanglante l'Espagne.

Le succès fait à notre camarade Huart vint démontrer qu'il y avait encore des éléments sains à Saint-Jean-de-Luz.

#### BAYONNE

Il n'avait pas été possible d'avoir une salle de ciné pour le 25 ; aussi, Huart ne put-il faire qu'une causerie sur la S. I. A. et le caractère de sa solidarité. Des camarades s'étaient déplacés du Boucau et de Biarritz et de nombreuses adhésions — notamment de cette dernière localité — nous furent remises.

#### LE BOUCAU

Fief communiste ; boycott de notre conférence. Pourtant, malgré cela,

une assistance nombreuse assista à notre séance. Étant donné les manœuvres dont nous fûmes l'objet, notre conférence du Boucau a obtenu un résultat appréciable.

#### PAU

A Pau, nous ne pûmes réunir un nombreux auditoire ; cependant, la séance fut en tous points réussie.

La section paloise de la S. I. A. a un gros travail à accomplir pour vaincre l'indifférence coupable d'un prolétariat endormi par les politiciens.

Nous sommes persuadés que ce dur courant sera remorqué et que nous pourrions bientôt compter la section paloise de la S. I. A., parmi les plus actives.

### Les conférences filmées de demain

#### EN PROVINCE

Le 6 février, à MARSEILLE.  
Le 8, à LA SEYNE.  
Le 9, à BEAUCAIRE.

#### DANS LA BANLIEUE PARISIENNE

Le 9 février, à 20 h. 30, au cinéma Eden, à GOUSSAINVILLE.

## Grand meeting à Paris

le 18 février

## Délégation auprès du gouvernement Négrin

## Grand meeting à Barcelone

fin février

Pour obtenir l'amnistie en Espagne républicaine

Depuis huit jours, depuis que nous avons annoncé que nous allions agir afin qu'il n'y ait plus d'antifascistes dans les prisons de M. Négrin, notre courrier est encore plus enthousiaste que d'habitude.

Voici, en substance, ce que l'on nous écrit :

« Nous l'attendions, cette campagne-là. Elle est digne de la S. I. A. ; si elle aboutit vous porterez au fascisme un rude coup, car vous rescellerez l'union des antifascistes espagnols qui est indispensable pour en finir avec Franco. »

« Vous ferez remettre 5.000 bons camarades en liberté et du même coup vous obtiendrez que le peuple espagnol retrouve l'élan des premiers mois de lutte et cette confiance en lui que les politiciens ont émoussée. »

« Si vous aboutissez, votre S. I. A. — qui en aura tout le mérite — connaîtra un éclat particulier. Et les anti-

fascistes du monde entier, qui ont les yeux sur l'Espagne, crieront de joie : enfin, l'abcès est crevé, l'Espagne ouvrière va reprendre sa marche en avant. »

Et voilà, en quelques mots, le but et le sens de notre campagne expliqués par nos correspondants.

Il nous reste à dire qu'un grand meeting aura lieu, au Gymnase Japy, le 18 février, pour engager notre action ;

Qu'au cours de ce meeting des délégués seront choisis qui devront se rendre en Espagne avec la mission d'exiger du gouvernement la libération de tous les antifascistes ;

Que la S. I. A. internationale organisera à Barcelone, à l'intention des délégués de la S. I. A. française, un grand meeting au cours duquel ceux-ci indiqueront les sentiments qui animent les adhérents de notre S. I. A. pour tout ce qui se rapporte aux événements d'Espagne.

## S. I. A. EST UNANIMEMENT ADOPTÉE PAR LES ESPAGNOLS RÉSIDANT EN FRANCE

La Fédération des comités antifascistes espagnols en France a tenu son congrès à Montpellier les 29 et 30 janvier. Plus de 800 comités étaient représentés par 80 délégués.

Nous donnerons la semaine prochaine, dans notre page espagnole de la S. I. A., un compte rendu de ce congrès, qui a démontré l'étroite solidarité qui lie les ouvriers espagnols résidant en France avec tout le peuple d'Espagne engagé dans une lutte dont dépend la liberté du Monde.

Congrès reconfortant par plus d'un aspect, et par ce fait que, composé de délégués pour la plupart travailleurs des champs, il conserva une allure simple mais élevée, un ton de discussion dont ne fut jamais bannie une courtoisie camaraderie.

La S. I. A. se trouvait à l'ordre du jour du congrès. Quel accueil allaient faire à notre jeune organisation les Espagnols résidant en France, dont nous connaissons la grande activité déployée dans leurs groupements formés d'Espagnols, mais dont on nous avait dit la méfiance instinctive pour les œuvres qui n'étaient pas exclusivement animées par des camarades de leur langue ?

L'accueil fait à la S. I. A. fut des plus cordiaux, triomphal presque.

Tout en gardant leur autonomie et leur structure actuelle, qui leur permet des efforts particuliers, et particulièrement beaux, en faveur de leur Espagne, les Comités antifascistes espagnols en France donnèrent unanimement leur adhésion de principe à la S. I. A., s'engageant ainsi à se transformer automatiquement en sections de la S. I. A. au fur et à mesure de l'évolution des événements d'Espagne, s'engageant en outre à faire prendre la carte de la S. I. A. à tous leurs adhérents.

Et cela fut décidé après une courte discussion, au cours de laquelle pas une note discordante n'a été entendue.

## Une brochure sur S.I.A.

Une brochure de 16 pages, qui a pour objet de faire connaître S.I.A., son but, ses moyens d'action, ses réalisations et tout l'avenir qu'elle porte en puissance.

Il faut la lire, la faire lire. Elle répond à toutes les questions. Elle satisfait tout le monde et personne n'hésitera pour adhérer à S.I.A. après en avoir pris connaissance.

Son prix : 0 fr. 60 l'exemplaire ; 27 fr. les 50 ; 92 fr. les 100.

## LES FÊTES D'HIER

Celle du XIII<sup>e</sup> arr., pour laquelle les compagnons de cet arrondissement ont fait une publicité des plus intelligentes, a été des plus réussies. La salle était archi-comble. C'est un encouragement pour la S. I. A. dans le XIII<sup>e</sup> qui va en profiter pour recruter un plus grand nombre d'adhérents.

C'est un excellent travail de propagande en faveur de la S. I. A. que le groupe naissant de Champigny vient de réaliser par la réussite de sa fête et de son bal de nuit. Bon départ pour la section et qui va lui permettre d'étendre son action locale.

## Souscription en faveur de la S.I.A.

### Deuxième liste

Versé par Sébastien Faure (bénéfice de 4 conférences données à Paris), 5.500 fr. ; Falte, 40 fr. ; Michel Oscar, 25 fr. ; Julia Altinot, 100 fr. ; Aurio Pierre, 50 fr. ; Legad, 50 fr. ; Qumet R., 6 fr. ; L. Ombrédame, 8 fr. ; Mire Pineau, 10 fr. ; Anonyme à Oran, 30 fr. ; Dupouy, 30 fr. ; Leluy, 5 fr. ; Contreras, 200 fr. ; B. Dely, 350 fr. ; Crinelli, 25 fr. ; Candela, 240 fr. ; Delanoy, 5 fr. ; Visage, 15 fr. ; Rochon, 200 fr. ; quelques Syndicats du Havre, 8.400 francs.

Liste n° 179, versée par Gimenez et Cropall, 150 fr. ; liste 1.303, versée par Bernard Jacques, 54 fr. ; liste 1.067, versée par Stéphane Voinet, 65 fr. ; liste 457, versée par Labouchère, 77 fr. ; liste 671, versée par Pico, 41 fr. ; liste 347, versée par Lavin, 30 fr. ; liste 1.309, versée par Taupin R., 38 fr. ; liste 458, versée par Gorand, 69 fr. ; liste 893 (typos-linos Excelsior), versée par Comeau, 140 fr. ; liste 895 (rotativistes Petit Parisien, service nuit), versée par Comeau, 47 fr. ; liste 445, versée par Sievens, 34 fr. ; liste 1.522 (Imprimerie Moderne-Montrouge), versée par Germain Maurice, 32 fr. ; Tiron Proudhon, 102 fr. ; camarade espagnol de Narbonne, 30 fr. ; Jeng, 60 fr. ; Reverchon, 10 fr. ; Sertori, 128 fr. ; Passeron J., 40 fr. ; Sollelo, 93 fr. ; Buatois, 100 fr. ; Barroso France, 100 fr. ; liste 29 (section métro Pompes), 92 fr. ; Personnel Imprimerie M.D.S., versée par Betten, 50 fr. ; liste 632 (usines Gnome et Rhône), versée par Planzer, 235 fr. ; Nicaise, 50 fr. ; Loomarquier, 20 fr. ; Syndicat des Garçons de Cuisine, 60 fr. ; correcteurs Paris-Solr-Paris-Midi, 190 fr. ; Contreras, 100 fr. ; Richard, 80 fr. ; un groupe d'instituteurs, versée par Lambere, 150 fr. ; Harlay, 50 francs.

Liste n° 1.415, versée par M. Jouot, 55,50 ; liste 967, versée par Grange, 38 fr. ; liste 1.140 (A.O.I.P.), versée par Grenier, 229 fr. ; liste 27 (Hispano), versée par Planet, 43 fr. ; liste 24 (Hispano), versée par Planet, 47 fr. ; liste 1.522 (Farman), versée par Châtelier, 40,10 ; liste 1.521 (usine Farman), versée par Châtelier, 65 fr. ; liste 1.523 (usine Farman), versée par Pacaud, 120 fr. ; liste 534, versée par Nihert, 21,50 ; liste 1.003, Cermignani, 215 fr. ; Frochman, 10 fr. ; liste 1.005, versée par Vétis G., 116 francs.

Mme Carnet, 20 fr. ; François, 150 fr. ; Chrysostome, 10 fr. ; Lato, 28 fr. ; Mme P. neau, 10 fr. ; Mme Armand, 10 fr. ; Mme Pineau, 10 fr. ; Salvat José, 125 fr. ; Candela, 240 fr. ; Rebuffat, 6 fr. ; Nicolas José, 40 fr. ; Brégoat, 40 fr. ; Leriche, 10 fr. ; Jageneau, 10 fr. ; Leseq, 10 fr. ; Syndicat Produits Chimiques, Le Havre, 400 fr. ; Fédération Gie de l'Enseignement, C.G.T., section Girondine, versée par Châtelier, 30 fr. ; Luis Carrey, 100 fr. ; Renard, 200 fr. ; Saint Pierre, 100 fr. ; Meunier, 15 fr. ; Comité Amsterdam-Pleyel de Maintennon, versée par Richez Paul, 150 fr. ; Boulant, 5 francs.

Liste 1.438, versée par Achard M., 19 fr. ; liste 719 (Fonderie Panhard, aluminium), versée par Pécouet, 25 fr. ; liste 515, v. par Mélines, 347 fr. ; liste 613, v. par Dupon P., 194 fr. ; liste 614, v. par Sinnave, 48 fr. ; liste 467, v. par Baibe, 42 fr. ; liste 1.259, v. par Gosset, 23,80 ; liste 1.534, v. par Lova, 250 fr. ; liste 1201 (travailleurs municipaux), v. par Bournez, 29 fr. ; liste 2.055 (usine Panhard), v. par Razetti, 42 francs.

Poyet, 25 fr. ; quelques Syndicats du Havre, 13.800 fr. ; listes n° 454, 455, 456, (Rotativistes Petit Parisien, serv. de nuit v. par Comeau, 192 fr. ; 175 fr. ; 150 fr. ; Willy Widman, 19 fr. ; Lomani, 20 fr. ; liste 465 v. par Marangoni, 75 fr. ; liste 468, v. par Belin, 10 fr. ; Groupe S. I. A. Thiais, v. par Perquet, 9,50 ; liste 1317 (Gnome et Rhône), v. par Roche, 121 fr. ; liste 1345 (Gnome et Rhône-Kellerman), v. par Lamé, 104 fr. ; liste 1266 v. par Vannini, 50 fr. ; liste 2022 v. par Cavillon, 173 fr. ; liste 1872 (Imprimerie Moderne, Montrouge), v. par M. Germain, 42 francs.

Liste n° 989 versée par Delignat, 60 fr. ; liste 1251 (Forges Ouest) v. par Yvonne Della Schiava, 19 fr. ; liste 1250 (Ferrandiz) v. par Y. Della Schiava, 82 fr. ; liste 1249 (Au Soleil Levant) v. par Y. Della Schiava, 23 fr. ; liste 1380 v. par Charlier, 2 fr. ; liste 1807 v. par A. A., 182,50 ; liste 2347 v. par Cavillon, 80 fr. ; liste 1106 v. par Albina, 31,50.

Liste n° 1333 (Ateliers S. G. O.) versée par Beatrix, 109 fr. ; liste 110 v. par Bernard, 16 fr. ; liste 132 (Groupe Libertaire de Savigny-sur-Orge), 66 fr. ; liste 1263 (Groupe S. I. A. de Viry), 62,50 ; liste 512 (Groupe S.I.A. de Montfermeil), 36 fr. ; liste 1234 (Groupe S. I. A. de Montfermeil) 54 fr. ; liste 575 (Groupe S. I. A. de Montfermeil), 92 fr. ; liste 1321 v. par Boursay, 33 fr. ; liste 85 v. par Jarquet, 33 fr.

Liste 1668 versée par Joubaire, 167 fr. ; Corroteurs Paris-Solr et Paris-Midi, v. par Anderson, 190 fr. ; liste 1308 (Hôtel Hôtel-Dieu) v. par Gelin Emile, 83,25 ; liste 1244 (Usine A. C. C. Châtillon) v. par Neuve, 59,50 ; liste 710 v. par Mme Volant, 10 fr. ; liste 1153 v. par Gilard, 169 fr. ; liste 570 v. par R. Boutet, 33,75 ; liste 571 v. par Montreuil, 21 fr. ; liste 1348 (Modèle Métal, Citroën-Clichy) v. par Levoys R., 100 fr. ; liste 687 v. par Garcia P., 116 fr.

Liste n° 1502 versée par M. Gros, 118,50 ; liste 1503 v. par G. Terry, 123,75 ; liste 253 v. par G. Terry, 100,40 ; liste 1501 v. par G. Terry, 10 fr. ; liste 688 v. par Lozano, 297,50 ; liste 1943 (Un groupe d'employés Maison Brossette, à Marseille) v. par Gachet Pierre, 37 fr. ; liste 1395 (Syndicat des ouvriers Primeuristes de Philippeville) v. par Mekens Larbi, 100 fr. ; liste 1551 v. par Gilles, 104 fr. ; liste 972 v. par Cadeau, 107 fr. ; liste 1047 v. par Toulouse, 49 fr. ; liste 856 v. par Achels, 66 fr. ; liste 76 v. par J. Ouvrard, 62 fr.

Liste n° 540 (Camions Bernard) versée par Evrin, 87 fr. ; liste 2349 (Imprimerie Moderne Montrouge), v. par Germain M.,

28 fr. ; liste 2653 v. par Bretton, 39,50 ; liste 512 v. par Marie Schallan, 100 fr. ; liste 2058 v. par Bettendorfer, 123 fr. ; liste 688 v. par Artus, 13 fr. ; liste 2049 v. par Martin L., 129 fr. ; liste 2025 v. par Pacaud, 67 fr. ; liste 2024 v. par Pacaud, 40 fr. ; liste 2.023 v. par Pacaud, 37 fr.

Liste n° 970 (Maison Verdier, à Meaux) versée par Lucienne Balouzat, 30 fr. ; liste 2097 v. par Subias, 46,50 ; liste 1684 v. par Plessy, 42 fr. ; liste 1565 v. par M. Jouot, 55 fr. ; liste 2516 (Sautter-Harley) v. par Cuinieres, 89,75 ; liste 2521 (Usine Sautter-Harley) v. par J. Riou, 64,50 ; liste 2515 (Usine Sautter-Harley) v. par Cuinieres, 15 fr.

Liste n° 1419 versée par Noien, 20,50 ; liste 536 v. par Le Stur J., 13 fr. ; Rokosi, Saint-Etienne, 25,50 ; Antoine Salis, à Saint-Etienne, 30 fr. ; liste 1065 (sommes reçues au siège) 968 fr. ; liste 2576 (Imprimerie Moderne-Montrouge) v. par Germain M., 30 fr. ; liste 2520 (Société Générale Optique) v. par Beatrix, 425 fr. ; liste 1248 v. par José Cantador, 116,50 ; liste 2220 v. par Lova, 225 fr. ; liste 185 v. par Cotrel, 44 fr. ; liste 2056 (Panhard-Levassor) v. par Razetti, 45 fr. ; liste 676 v. par Nègre, 10 fr. ; liste 1706 (Hispano) v. par Loison, 173 fr.

Liste n° 1236 (Hispano) versée par Loison, 131 fr. ; liste 145 (Hispano) v. par Loison, 182 fr. ; liste 1531 (Hispano) v. par Loison, 164 fr. ; liste 2537 v. par Joubaire, 27,50 ; liste 1071 v. par Matta Victor, 30 fr. ; liste 2031 (A. O. I. P.), v. par Grenier, 305,50 ; liste 938 (Section Métro Pompes) v. par Charlot, 128 fr. ; liste 1390 v. par Roussel, 122 fr. ; liste 1833 v. par J. Bel, 115 fr. ; liste 2343 (Gnome et Rhône-Kellerman) v. par Lainé, 100 fr. ; liste 2344 (Gnome et Rhône-Kellerman) v. par Roche, 100 fr.

Liste n° 913 (sommes reçues au siège) 1.176 fr. ; liste 1950 versée par Emilienne Marteau, 117 fr. ; liste 1967 v. par Sorbi Bixio, 17 fr. ; liste 1934 v. par Mora, 2 fr. ; liste 1379 v. par Chabanon, 17 fr. ; liste 2802 v. par Genebault, 70 fr. ; liste 937 v. par Bridoux, 30,50 ; liste 1136 (Groupe Chausson) v. par Vennard, 117 fr. ; liste 1015 (Maison Carnaud J.-J.) v. par Vitrat, 50 fr. ; liste n° 1538 v. par J. P. P., 37,50 ; liste 1537 v. par Evrin, 44 fr. ; liste 2348 v. par Cavillon, 47 fr.

Liste n° 1633 versée par Lemaille, 110 fr. ; liste 2246 v. par E. Henri, 21 fr. ; liste 345 v. par Laurentine Matha, 207 fr. ; liste 343 v. par Ardillon, 161,80 ; liste 739 v. par Brégoat, 20 fr. ; liste 2555 v. par Gilard, 116,35 ; liste 2235 v. par Lepet Georges, 102,50 ; liste 1305 v. par Blaise Pico, 59 fr. ; liste 1305 v. par Cardone, 71 fr. ; liste 777 v. par Doudès, 90,50 ; liste 101 (S.A.G.E.M.) v. par Bernand, 363 fr. ; Janneret, 50 fr. ; Madeleine Lambertel, 300 fr. ; Candela, 130 fr. ; Pierre, 3 fr. ; Gracia, 20 fr. ; La petite Monique, 80 francs.

Total de cette deuxième liste (janvier) : 47.223 fr. 60.  
Total de la liste précédente (novembre et décembre) : 72.482 fr. 80 au lieu de 72.602 fr. 80, une souscription ayant été, par erreur, indiquée deux fois.  
Total général : 119.706 fr. 40.

## Réunions et Permanences de la S.I.A.

**ANTONY.** — Les camarades qui auraient des vivres, des vêtements à destination de l'Espagne, sont invités à les apporter, 19, rue Manville.

**CORRELL-ESBOURNES.** — Une section s'est constituée il y a quelques temps. Nous invitons les antifascistes de la région à y adhérer. Ecrire à Soutan, rue Emile-Zola, à Essonnes.

**LIVRY-GARGAN.** — La section organisée le samedi 12 février, salle Durand, gare de Gargan, une grande fête sous le drapeau de notre République. Prière de s'adresser à cette fête à notre permanence : café Terminus, de 9 h. à 12 h., dimanche prochain.

**MONTFERMEIL.** — Permanence chez le camarade Marsan, Grande-Rue, tous les 4<sup>e</sup> et dimanche du mois.

**MONTROUGE et MONTROUGE (T.O.R.P.).** — Une permanence est ouverte à votre disposition, café de l'Autobus, rue de la Voie-Verte, 77. Demander les camarades Grange ou Durand.

**SARTROUVILLE.** — Permanence tous les jours au Café de la Poste, avenue Jean-Jaures. Pour tous renseignements s'adresser à Leprieux, 52, avenue Maurice-Berthaut.

**SEVRES.** — Permanence chez Chinal, 182, Grande-Rue.

**VELIZY.** — Permanence : usine Laurac, 41, rue Paul-Doumer.

**VIERZYL.** — Permanence : 69, rue des Prés-aux-Bois.

**CARAS-SONNE.** — La section de la S.I.A. lance un appel à la population afin qu'elle adhère à S.I.A. qui est au-dessus des organisations politiques et ne poursuit qu'un seul but : affirmer sa solidarité aux victimes du fascisme. Prière de s'adresser pour tout ce qui concerne S.I.A. au camarade Bezombe, 6 rue Littré.

**LILLE.** — Belle réunion que celle de vendredi dernier. Une autre est prévue pour février pour laquelle nous ferons un maximum de propagande.

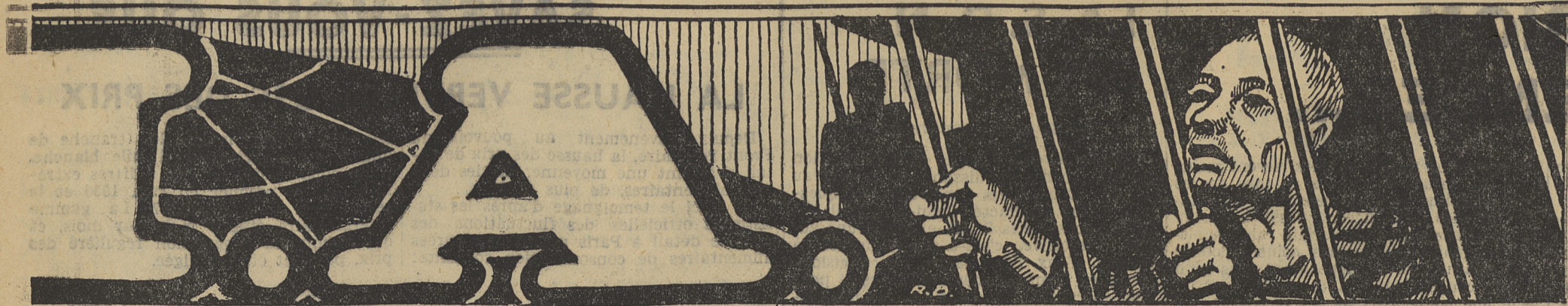
**MARSEILLE.** — Tous les membres de la section se feront un devoir d'assister avec leur famille à la conférence filmée du 6 février, à 9 h. 30 du matin, à l'Olympia-Cinéma, place Jean-Jaures. Les camarades du service d'ordre sont priés d'être présents à 8 heures.

**ROUEN.** — Permanence : 17, rue de Fontenelle, le lundi, mercredi et vendredi de 19 h. 30 à 20 h.

**SEYNE-SUR-MER.** — La section informe les adhérents à S.I.A. de toute la région qu'une conférence filmée faite par Huart aura lieu à 20 h. 30, mardi 8 février, salle du cinéma Comédia. On peut se procurer des cartes d'entrée au siège de la S.I.A., salle du Cercle d'études sociales, où une permanence est tenue tous les dimanches de 10 h. à 12 h.

**TOULON.** — La section n'ayant pu obtenir de salle invite tous ses adhérents à se rendre à la conférence filmée de la Seyne qui aura lieu le 8 février, à 20 h. 30.





Cuando la libertad es asediada, los que no acuden a defenderla con todas sus fuerzas son también sus verdugos.

BLASCO IBANEZ.

SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

## Las evacuaciones Los bombardeos aéreos de la retaguardia

La prensa ha señalado que se habla de organizar una nueva evacuación de Madrid. Las autoridades de la ciudad han decidido revisar las autorizaciones de residencia acordadas a los civiles, a fin de eliminar el mayor número posible de personas inútiles para el combate o las tareas anexas a la lucha.

Esta decisión ha sido tomada ya varias veces, pero sus resultados no alcanzaron las proporciones que se deseaba. Sin embargo, la evacuación de Madrid se impone desde hace mucho, y esto por dos razones. Una es el bombardeo sistemático y salvaje a que se entrega el ejército fascista, que a diario vomita sobre la capital de España, los obuses de su artillería pesada y las bombas de sus grandes aviones de bombardeo. La segunda estriba en las dificultades del abastecimiento.

Sabemos los obstáculos que se encuentran para esta tarea. Una de ellas es la resistencia de la población a abandonar sus queridos hogares. Pocos habitantes están tan enamorados de su ciudad como los madrileños. Pero los hechos son elocuentemente crueles. Se cuentan ya por millares los niños y las mujeres que han caído bajo la metralla, y como la lucha no ha terminado, como puede incluso recurrir, existe el peligro de que haya otros millares.

Por otra parte, Franco y sus amos italianos y alemanes se obstinan en tomar la ciudad. La víspera de la ofensiva de Teruel, habían preparado una gran ofensiva por Guadalajara, a fin de avanzar por el este y cortar la comunicación entre Madrid y el Levante. Entonces, el hambre rendiría la población más pronto que las armas.

Este ataque puede producirse de un momento a otro. Es poco probable que los fascistas no procuren dar una respuesta a la toma de Teruel. Y en caso de un bloque, o de luchas desesperadas por las calles, quinientos mil mujeres y niños serían un obstáculo terrible.

La evacuación de la población civil de Madrid se explica pues. Asimismo se explica la de Teruel, durante el contraataque enemigo, por las mismas razones.

Pero una cosa es escribir y disertar fríamente, académicamente sobre este hecho, y otra realizarlo o verlo realizarse. Hace tiempo que he visto llegar a los primeros refugiados de Madrid, a niños llegados en autobuses que viajaban de noche para no ser bombardeados por los aviones fascistas. Venían treinta, cuarenta en cada uno. Había varios autobuses juntos. Los chauffeurs me han contado muchas veces las escenas desgarradoras que tuvieron lugar cuando las madres se separaban de ellos. Era preciso arrancarlos materialmente del coche, y a veces, en el momento último, decidían quedarse en el y compartir también en las tierras donde iban, su misma suerte.

Se ha empezado hace mucho tiempo la distribución de los primeros niños madrileños en toda España. Los he visto en las aldeas de Levante, formando grupos alegres en medio de los naranjales. Los he visto en el sur y en el norte de Aragón, constituyendo a veces colonias, en casas y quintas requiridas por las colectividades, con maestros y maestras encargados de su educación. Los he visto en los pueblos de Cataluña. He visto también las chicas madrileñas que, privilegio de su juventud, ponían, donde iban, una nota de alegría. He visto los muy pequeños y las muy pequeñas, criaturas de tres o cuatro años, recogidos en casa de compañeros, de particulares que les trataban y cuidaban cariñosamente.

Y cuántas historias he oído! ¿Ves esta muñequita? me decía un día en Valencia, un compañero. Ríe y está alegre, pero es probable que este encanto no tenga ya su

padre. El no pudo salir de Teruel, es un ferroviario, fué detenido por los fascistas en los primeros días. Y de los padres de otra criatura, también encantadora, que vi en la Federación Regional de Alcañiz, nada se sabía.

¿Cuántos niños que fueron separados así de su familia en esta guerra terrible, no la volverán a ver! ¿Cuántas madres que sintieron desgarrarse sus entrañas al abrazarles en el momento de la partida, presintieron la verdad, y han caído!

Pero no son solamente los niños. Los refugiados que pasaron de la infancia y la juventud son también un espectáculo doloroso. En Barcelona llegaron primero de Aragón, cuando pudieron huir de la acometida fascista en su mismo pueblo. Llegaron después de Irún, de San Sebastián. Llegaron de Castilla, llegaron de Málaga y de toda la faja que nos fué arrebatada, desde Estepona hasta Motril. Llegaron de Madrid, llegaron de Teruel. Hombres y mujeres desarraigados, que tuvieron muchas veces el heroísmo de renunciar a su casa, a su hogar, a sus muebles, a su campo, a cuanto se había consubstanciado con sus sentimientos y sus costumbres, antes de someterse al fascismo. Son legiones. Alcanzan por lo menos dos millones de personas. Más bien tres.

Y el problema no reside solamente en el dolor de esta gente. Es materialmente un problema de hambre. Toda población conquistada representa un recargo de bocas, los millares de prisioneros son gente más que alimentar.

Y claro que aceptamos alegremente estas dificultades nuevas, a cambio de la victoria, pero es conveniente que se comprenda en el extranjero la magnitud de nuestra lucha. Es preciso que se sepa ver, detrás de la frialdad de los comunicados oficiales o de prensa, el problema humano.

Los refugiados, sacrosantos para nosotros, agravan el problema de la alimentación, precisamente porque las regiones que tenemos en manos son las que menos alimentos producen. Dolor de esta pobre gente, de estos andaluces que quedan sentados en los bancos de la plaza Cataluña, tristes, nostálgicos; de tantas familias sin muebles y apiñadas como se puede, y con innumerables dificultades para procurarse los medios de subsistencia. Y problema de abastecimiento para esta población aumentada.

Ved eso en las evacuaciones. Tienen su lado útil, necesario incluso, pero son profundamente trágicas. Hacemos para los que deben separarse de los suyos, de su tierra, de su casa, tal vez para siempre, todo lo que podemos. Pero no podemos hacer bastante.

¿Ayudarnos a socorrer a los refugiados! Que puedan siquiera comer! ¿Que puedan cubrirse debidamente, y calzar como conviene!

Es vuestro deber, tanto como el nuestro. Pero debéis cumplirlo tanto como nosotros.

Francisco RAMIREZ.  
España, enero de 1938.

### Un folleto sobre la S.I.A.

Se está editando en francés un folleto en el cual se explica qué es la S.I.A., cuales son sus orígenes, sus móviles, sus tácticas.

Este folleto, claramente escrito, ha de constituir un guía para la acción y un excelente medio de propaganda.

Los miembros de la S.I.A. deberán leerlo y difundirlo. Su precio es de setenta céntimos.

Pedidlo desde ahora. Está en impresión y pronto la tendremos en venta.

Barcelona, Valencia, Reus y otras ciudades han sido visitadas por los « pájaros siniestros ». Estos pájaros han dejado caer bombas formidables sobre las casas, en las calles y las plazas. Las casas alcanzadas se han desplomado. Los habitantes han sido pulverizados, destrozados. La gente sorprendida en la calle ha sufrido la misma suerte. Hay para ella unas bombas especiales, que se parten en muchos fragmentos, y ocasionan más víctimas.

Esto dura desde hace mucho tiempo. Madrid fué así atacado desde el principio de la guerra, y hemos visto, y la opinión internacional ha visto, en carteles editados para despertarla, las fotografías de las víctimas, de los cuerpecitos inocentes acríbillados por las ametralladoras, por la metralla asesina.

Estos ataques van aumentando de continuo. Los fascistas no cesarán. La aviación republicana ha tratado, para frenarlos, de hacer sufrir la misma suerte a la retaguardia fascista. Pero no tenemos almas de chaceles. No podemos ir tan lejos como ellos. En este duelo de salvajismo, al cual hemos sido arrastrados, hemos de perder, porque nos duele que caigan criaturas y mujeres bajo nuestros golpes.

El enemigo quiere desmoralizarnos. No lo logrará. Se venga de no poder conquistar lo que resta de España fuera de su dominio. No nos sorprende.

Pero, lo que sorprende e indigna más, es la indiferencia con la cual lo que se llama opinión internacional, deja cometer estos hechos. La insensibilidad pública de Europa y de América es monstruosa. Durante la guerra pasada se ha puesto el grito en el cielo cuando los alemanes hacían víctimas en la población civil de las naciones invadidas. Pero nada se dice ahora, frente a este exterminio sistemático de la población civil nuestra.

¿Hasta qué grado, de relajamiento moral se ha llegado? ¿Qué necesitan los pueblos de las naciones liberales

para elevar un clamor que haga retroceder a las fieras desmandadas en España? Ya han demostrado bastante calma ante el ataque de que hemos sido víctimas desde el principio. ¿Asistirán impasibles a la continuación de esta matanza?

Antifascistas del mundo, hay que protestar! Hay que organizar contra Franco, contra el fascismo alemán e italiano que ensayan sus instrumentos de muerte para la guerra mundial futura, mítines y manifestaciones. Hay que llevar al ánimo de las poblaciones la convicción de que estos hechos son solamente comprobaciones para aplicar mañana, en escala mayor, los mismos procedimientos a Francia, a Inglaterra, a los Estados Unidos. Y entonces no se podrá protestar, porque se replicará a las naciones y a los pueblos que el precedente de España justifica lo que se hace.

S.I.A. clama su indignación no solamente contra estas incursiones mortíferas de la aviación enemiga, sino contra la apatía de los sindicatos obreros, de los partidos de vanguardia, de los liberales, de todos los sectores antifascistas.

Se ha removido el mundo por salvar, en ciertos procesos célebres, a un o a dos hombres. Se hizo bien. Había que defender esas existencias individuales y los principios de la justicia legal vulnerados a través de su caso. Pero ahora, es la existencia colectiva de un pueblo, y son todos los principios de justicia vital, todas las negociaciones del derecho, incluso del derecho a la vida de este pueblo que se trata de defender y salvar.

Deben empezar los actos de protesta contra estas atrocidades. Deben multiplicarse. El clamor de la opinión debe llegar hasta Hitler, Mussolini y Franco. Deben sentir que no se puede vulnerar hasta tal punto los sentimientos humanos.

Que todos los españoles del mundo promuevan esta campaña. ¿Por los suyos que han quedado en España, por la causa antifascista, por el honor de la Humanidad!

## LOS PRESOS ANTIFASCISTAS

Se ha publicado, en el último número de este periódico, un informe escrito por el compañero Doménech, secretario del Comité Regional, sobre el problema de los presos antifascistas encarcelados y procesados en España.

La pasión partidista se ha cebado en ellos. Sectores políticos que se vieron un momento minoría en la administración de la vida económica, se vengan de esa pasada situación. Se vengan, y al mismo tiempo previenen, mediante esta eliminación de revolucionarios, una posible disminución de sus fuerzas para mañana.

Como se señala en el informe mencionado, son acusados en virtud de las leyes burguesas, anteriores al 19 de julio, por hechos cometidos durante el período revolucionario. Es como si se hubiera querido juzgar a los autores de la Revolución francesa de 1789 de acuerdo a las leyes monárquicas. A este paso, sería necesario encarcelar las tres cuartas partes, por lo menos, de los habitantes de la España antifascista. Y buen número de republicanos, de socialistas, de comunistas incluso estarían en el mismo caso, y deberían ser condenados.

No, el pretexto de actos revolucionarios no cuenta, no tiene valor, ni nos convence. Lo que se quiere, es debilitar a unas fuerzas populares porque así conviene a determinado partido que ambiciona hacerse dueño de todo, porque así lo reclaman los partidarios del régimen anterior al 19 de julio.

Y esto debe terminar. España no puede vencer al fascismo si está dividida. La esperan aún, por desgracia, muchos meses de sufrimiento, de pruebas crueles. Sólo puede salir del paso con la unión honrada y sincera de los que luchan contra el fascismo.

Todas sus fuerzas le son precisas. No tiene tanta superioridad sobre el enemigo para malgastarlas en luchas intestinas que son más eficaces en su contra que los bombardeos aéreos. No se puede atacar a grandes sectores como son los particularmente perseguidos, y creer que los que a ellos adhieren lucharán con ganas cuando se les llame. La confianza, el estado moral que no puede ser más que el resultado de un respeto recíproco, son imprescindibles. Y no se puede hablar de confianza sin demostrar el más perfecto jesuitismo si, al mismo tiempo que se tiende la mano a unos sectores, se encara y se persigue a sus militantes.

S. I. A. pide la libertad de esos presos. De todos, tanto españoles como extranjeros, y cualesquiera que sea filiación ideológica dentro del antifascismo.

Es un paso necesario para que se disipen del horizonte español las perspectivas de nuevos desgarramientos y de nuevas jornadas de mayo. Es un paso imprescindible para que la unidad material entre todos los antifascistas sea un hecho y asegure la victoria.

Ante estos hechos demasiado graves, S.I.A. no puede limitarse a reclamaciones platónicas. La sección francesa ha decidido obrar con la firmeza que reclaman las circunstancias. Y ha proyectado por el momento tres cosas:

1° El 18 de febrero tendrá lugar en el Gymnase Japy, de Paris, un mitin para reclamar la liberación de los cinco mil presos antifascistas.

2° Se nombrará en ese acto una delegación encargada de ir a pedir al gobierno de Barcelona la libertad de los presos.

3° Esa delegación, junto con la sección española de la S.I.A., dará en España un mitin reclamando la pronta adopción de esa medida que todos los antifascistas esperan.

Después veremos lo que convendrá hacer.

## Notas desde España

### PROGRESAMOS SIEMPRE

Nosotros progresamos siempre. Nosotros, es decir, Solidaridad Internacional Antifascista.

He dicho en unas notas anteriores que se fundan continuamente secciones nuevas, que llegan sin cesar solicitudes de ingreso. He aquí unas cifras y unos ejemplos que lo demuestran.

La sección española de la S. I. A. tiene ya unos noventa mil afiliados. Noventa mil, si, aunque parezca exagerado. Y esto ha sido logrado en pocos meses! Cuántas fuerzas quisieran poder progresar con el mismo brio, con la misma rapidez!

Pero, no nos detenemos aquí. Hay en estos momentos un mismo número de solicitudes de ingreso. Si todas pudieran ser admitidas lo que se va viendo con la celeridad que las múltiples tareas permiten, tendríamos ciento ochenta mil socios. No cabe duda de que, de todos modos, llegaremos a tener pronto esta cantidad, porque, aun cuando fuese rechazada una parte de los aspirantes actuales, se presentarían otros.

S. I. A. es pues una fuerza. Sobre todo si se tiene en cuenta que no se trata de una sociedad de socorros mutuos, que no entramos en ella para recibir ayuda, sino para prestarla. Esta solidaridad, este desprendimiento que se acusa en las cifras que reproducimos, son realmente alentadores.

### LA EXPLOSION DE MADRID

En el metropolitano de Madrid, ha ocurrido una explosión. Una explosión provocada artísticamente cuando la gente estaba apiñada, huyendo de un bombardeo.

En balance es tremendo: seiscientos muertos y más de mil heridos. Casi todas las víctimas son mujeres y niños, pues es a ellos que los machos de esa ciudad dejaban el lugar en los momentos de peligro.

No podemos disminuir el alcance de esta catástrofe. En verdad, la población de Madrid ha pasado, pasa por todas las pruebas que el enemigo implacable puede imaginar.

Porque no cabe duda de que lo que ha sucedido no es fruto de la casualidad. Ya se han hecho detenciones relacionadas con los sucesos. El caso es que se dé con los culpables. El caso es que se pueda evitar que ocurran otros hechos de esta clase y de este alcance.

Pero, ¿se podrá? Difícil es supo-

nerlo. El fascismo acecha por todas partes, trabaja incansablemente. No luchamos solamente con él en los frentes. Luchamos también a retaguardia. Y nos causa bajas, aunque lo mantengamos a raya.

Cuando se escriba algún día la historia completa de esta lucha del pueblo español, se comprenderá la magnitud de sus sufrimientos. Pero yo quisiera que se comprendiese ahora mismo, y que se procurase enmendar estos sufrimientos con una solidaridad activa hecha sobre más vasta escala.

### UNA COLONIA INFANTIL

Se anuncia para en breve la apertura de una colonia infantil. Albergará a hijos de combatientes, buena parte ellos huérfanos. Se ha comprometido a sostenerla un taller metalúrgico importante cuyos trabajadores se consideran como los padres de las criaturas privadas del hogar y del calor del autor de sus días.

Cuando pueda dársele noticias más concretas sobre esta fundación. Pero creo útil señalarla para que se vea, en el extranjero, que la S.I.A. no se duerme en nada, que desarrolla siempre iniciativas nuevas o amplias las que ha tomado.

En toda la prensa nuestra puede verse continuamente consignadas como éstas: « Los hijos de los combatientes son los hijos de todos nosotros ».

El que lucha debe saber que sus pequeños no carecen ni de alimentos, ni de ropas, ni de cuidados. « S. I. A. es el padre de los que lo perdieron en el frente ».

Este estado de conciencia se desarrolla cada vez más. Gana los gremios, las sindicatos, las industrias, los talleres, las fábricas. Todas las cargas son de todos. Se termina con el aislamiento un tanto egoísta de cada uno en su casa. La casa de cada cual se agranda, desplaza sus límites. No se es indiferente, como antes, a lo que ocurre a los demás. No se puede serlo.

Y así es porque se fundan colonias, escuelas, guarderías, comedores, instituciones de todas clases sobre las cuales flamean las tres letras gloriosas de S. I. A.

La solidaridad extiende sus lazos y sus bondades en todos sentidos. Y descubre diariamente nuevos horizontes, nuevos fines, nuevos motivos de actividad y acercamiento que nos unen más y nos hermanan como nunca lo creímos posible.

ANTIFASCISTA.

## Libros para los combatientes

La S.I.A. ha constituido en España la « Biblioteca del Combatiente ». Esta iniciativa tiene por objeto suministrar a los milicianos obras cuya lectura pueda distraer o descansar su espíritu en las horas de ocio, o entre dos combates.

Si hay de quinientos a seiscientos mil movilizados, según los datos suministrados por las esferas oficiales, es de suponer la cantidad de obras que hacen falta para que todos esos muchachos puedan leer.

El facilitarles libros tiene la mayor importancia. Porque, a pesar de las opiniones, siempre parciales, que se pueda tener, un soldado, sea del ejército antifascista o no, es siempre un soldado, y si no se vela a que no se produzcan en los nuestros desviaciones, corren el riesgo de adquirir, especialmente con la disciplina y los métodos establecidos por las exigencias de la guerra, una mentalidad bastante distinta de lo que deseamos.

Por los que no se encuentran en esta situación, existe, de parte nuestra, la natural tendencia a satisfacer un deseo de lectura que se manifiesta tal vez con más intensidad en esta situación que cuando trabajaban, porque tienen más tiempo libre.

Pedimos pues libros. Libros de ciencia, de sociología, de buena literatura. Nada de cosas chabacanas, que hacen daño tanto en el frente como en la retaguardia.

Los que pueden desprenderse de algunos de los ejemplares que tienen en su biblioteca, que lo hagan. Los que pueden comprarlos

y mandarlos, en español, que los compren y los manden.

S.I.A. se encargará de difundirlos, de hacerlos circular, gracias a las secciones de su Biblioteca del Combatiente que ha establecido en todos los frentes.

### S.I.A. en los Estados Unidos

#### ORGANIZACION DE UNA JIRA A ESPAÑA

La Sección Nacional de la S.I.A. de los Estados Unidos de América, ha organizado una jira a España para que los antifascistas norteamericanos puedan observar directamente el entusiasmo combativo de la España leal y la capacidad constructiva de los trabajadores.

Los delegados tendrán pagados los gastos, y recibirán cuanto precisen para su viaje. Serán elegidos por millares de antifascistas que, libremente, se servirán de papeletas vendidas a beneficio del pueblo español, y en las que se estampará el nombre del elegido por cada cual.

La designación de la Comisión, que será producto del escrutinio de las papeletas recibidas en el domicilio social de las secciones de la S.I.A., se efectuará el 20 de febrero en el « Royal Windsor », de Nueva York, sala que tiene cabida para ocho mil personas. Este solo detalle basta para que se aprecie la importancia que la S.I.A. va cobrando en el mundo.

La visita será lo más completa posible. Acompañada por una delegación de una sección española de la S.I.A., la Comisión visitará los pueblos de la retaguardia donde afanosamente se trabaja para las atenciones de los frentes y las necesidades generales del país. Visitará las ciudades donde la invasión fascista dejó sus criminales huellas, y los frentes.

La encomiable iniciativa de los compañeros de la sección estadounidense de la S.I.A. ha sido acogida con mucho entusiasmo por el pueblo norteamericano, ansioso de tener una oportunidad para ayudar a los antifascistas españoles.



## PROGRESSION DES DÉMENCES...

Un inquiétant accroissement du nombre des maladies mentales a été, depuis quelques mois, signalé dans la presse. Les articles publiés sur ce sujet avaient pour base les déclarations de psychiatres connus. A la tribune du conseil général de la Seine, plusieurs interventions viennent de se produire, au cours desquelles furent apportés des chiffres et des informations qui présentent une réelle gravité.

La progression des maladies mentales, qui concerne tout le pays, est particulièrement redoutable dans le département de la Seine. Un rapporteur déclara au Conseil que le nombre des aliénés du département, qui était de 14.257 au 31 décembre 1926, dont 6.292 hospitalisés en province, atteignait 19.776 au 31 décembre 1936, dont 6.875 transportés dans des asiles de province. Actuellement, le nombre des aliénés de la Seine dépasse 20.000, sur lesquels 7.200 furent reçus en province. La quantité de ces malades traités dans les établissements provinciaux n'a pas augmenté dans la même proportion que l'ensemble des aliénés, parce que, dans toute la France, les besoins locaux qui se sont considérablement développés interdisent d'accroître beaucoup l'aide fournie au département de la Seine. En conséquence, on dut hospitaliser 40.000 malades en surnombre au sein des asiles de ce département, alors que 2.000 lits supplémentaires seulement étaient disponibles.

Les résultats d'un semblable resserrement apparaissent dramatiques. A l'asile de Vaucluse, en particulier, les dortoirs sont absolument insuffisants, les lits étant rapprochés de telle manière que le personnel surveillant se trouve dans l'impossibilité de passer entre eux. Les réfectoires et les salles de réunion sont transformés, la nuit, en dortoirs ; le sol y est recouvert de matelas et de brancards. Qu'un incendie se produise en de telles conditions, les conséquences en seraient sûrement tragiques ! Le nombre croissant des aliénés enlève aux médecins la possibilité de les traiter véritablement ; certains médecins-chefs des asiles de la Seine doivent s'occuper de six ou sept cents malades. D'autre part, le transport de milliers d'aliénés de la Seine dans des asiles de province s'avère de plus en plus nécessaire. Ils sont ainsi séparés de leur famille, ce qui provoque souvent, chez celle-ci, de grandes et compréhensibles souffrances.

Pareil amas de déchéances cérébrales amène à se demander quelles en sont les causes, quels éléments jouent un rôle dans ce croissant afflux de misères mentales. Ces éléments déterminants sont classés en causes endogènes, ou intérieures à l'organisme, qui se trouvent dans le sang et les tissus, et en causes exogènes, issues de l'extérieur (milieu ambiant, corps étranger). Les causes endogènes proviennent de l'hérédité, d'un trouble morbide ou d'un terrain de moindre résistance ; elles sont donc congénitales. La médecine mentale considère comme causes endogènes maîtresses de troubles la syphilis et l'alcoolisme. Des causes exogènes, qui sont nombreuses, je citerai seulement quatre groupes importants : l'intoxication, l'infection, les lésions cérébrales, les causes morales. Les éléments d'intoxication sont multiples. Au premier rang doivent être considérés l'alcool et l'absinthe, ou les substances similaires à celle-ci. Derrière des toxiques tels que la cocaïne, la morphine, l'éther..., dont les effets néfastes sont rapides et intenses, bien d'autres produits pourraient être cités : leur action, bien plus lente, bien plus insidieuse, ne s'en révèle pas moins, à la longue, désastreuse pour une population. Le rôle des causes morales dans la détermination des démences est notablement augmenté en notre époque de décomposition économique, où soucis, chagrins et maux vont se multipliant, encore que la folie ne se produise à la suite d'une cause émotionnelle, que si l'organisme est affaibli ou héréditairement prédisposé.

Compte tenu de ce qui précède, la lutte contre le développement des maladies mentales, la véritable action préventive, dépend d'une propagande naturaliste sérieuse, rationnellement organisée, d'une part, et de la réussite d'une révolution sociale, d'autre part. Des ouvriers plus largement éduqués, au système nerveux non surmené, moins soumis aux bruits, aux trépidations des usines, à la respiration d'air et de va-

## NOTRE ORGANE DES GROUPES D'USINES PRENEZ NOTE

Les groupes ayant reçu les listes de souscription pour le journal d'usine, sont tenus dans le plus bref délai de les remettre au LIBERTAIRE.

Aux camarades responsables des groupes ayant participé aux réunions préparatoires pour le journal, le bureau les prie de retenir leur soirée du lundi 7 février, pour mettre au point la centralisation et la diffusion du journal ainsi que différentes questions.

Cette réunion aura lieu au LIBERTAIRE à 8 h. 1/2 précises le lundi 7 février. Que tous les camarades des groupes fassent le nécessaire pour cette réunion en venant le plus nombreux possible. — R. C.

### NOUVELLE HISTOIRE DE FRANCE

par un groupe d'instituteurs  
Extrait de la préface des auteurs :  
Enfant,

Etude cette petite histoire de ton pays. Elle a été faite pour toi. Elle n'a pas oublié les paysans, les ouvriers d'autrefois qui ont peiné, qui ont souffert. Nous voudrions que leurs peines et leurs souffrances te fassent mieux aimer les paysans et les ouvriers, tous les travailleurs d'aujourd'hui... Tu aimeras davantage la justice, qui veut que chaque travailleur ait un sort heureux. Tu aimeras davantage la paix, qui conserve pour l'avenir les bienfaits du travail.

En vente au LIBERTAIRE, 9 francs. Franco recommandé, 10 fr. 80.

peurs plus ou moins toxiques, seront moins portés à l'usage d'excitants de tous genres et aux habitudes qui en découlent. Les causes morales diminueront aussi beaucoup d'importance dans une société raisonnablement organisée. Quant aux soins à donner aux déments, ils ne dépendront plus d'un monde conduit par des demi-fous, qui affecte une bonne part de ses ressources au paiement de la dernière guerre et à la préparation de la prochaine, à la perpétuation du gâchis économique...

Dans une société reconstruite suivant des principes de raison et de justice, non seulement les causes de folie seront grandement réduites, mais nous n'y verrons pas, non plus, des spécialistes en désaccord sur la responsabilité, au cours d'une expertise médicale psychiatrique (l'appréciation de la responsabilité d'un dément n'est point soumise à des règles médicales précises et relève surtout des conceptions philosophiques et sociales des experts, ce qui aboutit à des désaccords entre les aliénistes commis par le Parquet et ceux qui sont cités par la défense).

Par ailleurs, une organisation sociale non basée sur l'emploi de la coercition n'aura pas à discuter périodiquement d'internements arbitraires, considérés comme une moderne lettre de cachet, internements qui ne résultent point de la loi de 1838, mais de l'esprit dans lequel elle est appliquée par l'autorité policière lors de certains placements d'office. L'affaire Sabatier et la séquestration de l'ingénieur Mourlaque ne sont point encore effacées des mémoires. L'inventeur Mourlaque, en particulier, fut, en 1931, interné arbitrairement durant près de huit mois, sur les ordres du préfet Chippie, alors qu'il était absolument sain d'esprit, et malgré les certificats et bulletins de plusieurs psychiatres, dont le docteur Truelle. La liberté de l'ingénieur Mourlaque inquiétait M. J.-L. Duménil, ministre de l'Air, en raison de la disparition du ministère de plans remis par l'ingénieur et de la demande par celui-ci de levée de l'immunité parlementaire du ministre. Par ailleurs, bassesses, semblables canailleries qui en laissent supposer d'autres analogues, n'auraient certes point leur place dans un monde lucide et vraiment civilisé !

GILBERT ROLLET.

## REUNION ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

Paris XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> **JEUDI 3**

6, rue Saint-Bernard, à 20 h. 30

**CAUSERIE PUBLIQUE**  
**LES ANARCHISTES**  
**ET LE MOUVEMENT SYNDICAL**

Orateurs : Servant, Caron.

Bicêtre **SAMEDI 5**

Maison Commune, 19, rue de Villejuif

**LES ATOUTS DU CLERICALISME ET LA POLITIQUE DE LA MAIN TENDUE**

Orateur : G. Grégois.

Paris XIX<sup>e</sup> **MERCREDI 9**

Salle Dino, 151, bd de la Villette, à 21 h.

**LA GUERRE EST A NOS PORTES**

Orateurs : Barzangette, Lorio.

Boulogne-Billancourt **JEUDI 10**

Cinéma Jean-Jaurès, à 21 heures

**POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES**

Orateurs : Norel Pato, Servant, Virot.

Suresnes **JEUDI 10**

Salle Municipale de la Mairie à 21 heures

**LA GUERRE EST A NOS PORTES**

Orateurs : Virot, Norel Pato, Frémont.

Blanc-Mesnil **VENDREDI 11**

Salle Au Petit Tonneau, rue Surcouf

**LA GUERRE EST A NOS PORTES**

Orateurs : Lorio, Barzangette, Pedron.

Valenton **Salle du Coteau, à 20 h. 30**

**POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES**

Orateurs : Gourdin, Roger Goudry.

Asnières **VENDREDI 18**

Salle du Foyer Socialiste, 149 bis, avenue d'Argenteuil

**POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES**

Orateurs : Servant, Roger Goudry.

## LA S. D. N. EST MORTE

(Suite de la première page)

Le second débat prend sa signification de cette même impuissance. Il a posé au sein du Comité des Vingt-Huit, la question même du Pacte. Celui-ci doit-il lier les membres de la S.D.N. en vue d'une action coercitive, c'est-à-dire imposer à chacun d'eux l'obéissance aux décisions prises en commun même si celles-ci peuvent entraîner la guerre ? ou bien ne doit-il comporter aucune contrainte en sorte que la S.D.N. deviendrait une simple association consultative excluant toute idée de sanction ? Cette dernière thèse est soutenue par bon nombre de petits Etats qui les récentes abdications de la S.D.N. ont éclairés sur la valeur pratique du Covenant et qui ne veulent pas se laisser entraîner dans une politique de sanctions contraire à leur sécurité. Parmi eux, se trouvent les puissances dites du groupe d'Oslo, comprenant la Belgique, la Hollande, la Suède, le Danemark, etc... qui réclament la reconnaissance de la conquête italienne de l'Ethiopie... Disons tout de suite qu'aucune décision n'a été prise sur ces deux dernières questions ; mais, en tout état de cause, elles restent posées et cela est déjà très significatif.

Il faut, pour comprendre l'attitude des petits Etats appartenant encore à la S.D.N. se souvenir que durant ces derniers mois la plupart d'entre eux se sont préoccupés d'améliorer leurs rapports avec l'Italie et l'Allemagne. Par l'établissement de pactes bilatéraux avec ces puissances, ils ont, en fait, souscrit de véritables engagements de ne pas intervenir contre elles, engagements incompatibles avec la lettre du Pacte. Cette politique est d'ailleurs parfaitement explicable : aussi longtemps que les grandes puissances socialistes ont paru assez fortes pour maintenir l'ordre issu des traités, ces petits Etats se sont attachés à leur fortune en constituant une clientèle d'assistés qui pouvait se muer éventuellement en une alliance militaire. Mais la carence de la S.D.N. lors de l'invasion de la Mandchourie, de la conquête de l'Ethiopie, de la guerre d'Espagne et, finalement, du conflit sino-japonais a ouvert les yeux des gouvernements jusqu'alors fidèles et les a incités à la prudence. Les armements massifs de l'Italie et de l'Allemagne ont fait le reste. L'axe Rome-Berlin accrût son prestige dans la mesure où s'accroissait le déclin profond, irrémédiable du groupe franco-anglais. En dépit des efforts de M. Yvon Delbos, ce fut la débandade dans le camp genevois. Le centième Conseil de la S.D.N. marque à vrai dire la fin de l'organisme. Désormais, réduite à rien, divisée contre elle-même elle a pratiquement et politiquement cessé d'exister.

D'aucuns s'en alarment. La paix, disent-ils, est en péril. Et ils pressent le gouvernement français d'agir. Mais comment ? En ressuscitant la S.D.N. ? en lui rendant son prestige évanoui ? Personne n'y compte. Dès lors, il faut donc agir ailleurs. Le plus urgent, pensent certains organes du Front populaire, est d'intervenir en Europe Centrale où la pression allemande sur l'Autriche se fait de plus en plus dangereuse. Le but serait de réaliser une sorte de front austro-hongrois qui se proposerait d'empêcher à tout prix un putsch naziste et la réalisation de l'Anschluss. La France et l'Angleterre appuieraient à fond la combinaison. Nous ne savons pas quel sort lui sera réservé, mais ce dont nous sommes sûrs, c'est qu'elle sert beaucoup moins les intérêts de la paix que ceux de l'impérialisme français et ce nous est une raison suffisante pour la dénoncer. Voilà pourtant où en sont réduits les partis et la C.G.T. effrayés par la montée des dangers de guerre. Dans un moment à tous égards, si grave pour le monde, ils en sont à supplier les diplomates de les sauver de la catastrophe ! Caveant consules ! écrit P. Thierry en titre de son article de la Tribune des Fonctionnaires.

Or, le souci des ministres n'a jamais été de faire la paix. Aux travailleurs seuls est dévolu ce rôle. C'est à eux de veiller.

LASHORTES.

## DES ORDRES DU JOUR DE PROTESTATION CONTRE LES POURSUITES CONTRE DOUTREAU

La Ligue d'Action Antireligieuse et Sociale, réunie en assemblée générale, le 27 janvier à son siège, Bar des Cinq-Avenues, 1, rue Sainte-Cécile, à Marseille ;

Proteste avec énergie contre l'arrestation arbitraire du camarade Dautreuve sous l'injonction d'une coalition cléricale ;

Regrette que sous un gouvernement de front populaire la liberté de réunion, de parole et d'opinion soit bâfonée.

Le délégué à la propagande : Gairard Louis

De nombreux groupes de l'U. P. nous ont adressé des ordres du jour de protestation pour Dautreuve que, faute de place, nous ne pouvons insérer. Nous publions néanmoins la protestation ci-dessous qui émane de la Ligue d'action antireligieuse.

## A NOS COLLABORATEURS ET CORRESPONDANTS

Nous avons, cette semaine, été littéralement submergés de copie. Le Statut du Travail notamment nous a valu plusieurs articles. Cet intérêt de nos militants pour leur Lib est une preuve de vitalité dont nous nous réjouissons et tout en les remerciant nous les prions d'excuser leur Lib de ne pouvoir hospitaliser cette semaine tous ces articles.

Rappelons encore une fois que la copie doit parvenir le lundi midi au plus tard.

## SAVEZ-VOUS QUE... LA HAUSSE VERTIGINEUSE DES PRIX

Depuis l'avènement au pouvoir du Front Populaire, la hausse des prix de détail a atteint une moyenne, sur les denrées alimentaires, de plus de 50 %.

En voici le témoignage d'après les statistiques officielles des fluctuations des prix de détail à Paris pour cinq denrées alimentaires de consommation courante :

	Pain (le kilo)	Lait (le litre)	Viande (tranche de bifteck, le kilo)	Haricots blancs (le kilo)	Huile blanche (le kilo)
Juin 1936	1,60	1,20	23,30	4,00	6,45
Décembre 1937	2,60	1,95	30,60	6,40	9,15
Hausse de juin 36 à déc. 1937	62,5 %	63,2 %	31,3 %	60 %	41,8 %

Ces quelques chiffres démontrent péremptoirement que l'économie capitaliste n'a aucunement été atteinte par les lois sociales. C'est le salarié qui, finalement, en a fait les frais par une diminution de son standard de vie directement correspondante aux avantages acquis : 40 heures, vacances payées, etc. Quant aux augmentations de salaires, elles sont maintenant largement à la traîne de l'accroissement incessant du prix des denrées.

Dans le cadre du régime capitaliste, le phénomène était facile à prévoir. C'est là le résultat de la lutte permanente entre le capital et le travail.

Il y avait une proportion importante de ministres marxistes dans le premier et le second Cabinet de Front Populaire. L'A.B.C. de la doctrine économique du marxisme enseigne fort justement qu'il n'y a pas de possibilités pour l'ouvrier d'augmenter ses conditions de vie sans cette lutte permanente.

Il avait parfaitement vu aussi que l'augmentation des salaires « ne fait que suivre des modifications antérieures, qu'elle est le résultat nécessaire de fluctuations préalables dans la quantité de production, dans la force productrice du travail, dans la valeur du travail, dans la valeur de l'argent, dans l'étendue et l'intensité du travail pressuré, dans les oscillations de l'offre et de la demande, et qui se produisent conformément aux diverses phases du cycle industriel ; bref, que ce sont autant de réactions des

le pain, le lait, la viande (tranche de bifteck), les haricots et l'huile blanche. Nous nous limiterons aux chiffres extrêmes pris le premier en juin 1936 et le second en décembre 1937. La gamme intermédiaire établie mois par mois, et qui indique la progression régulière des prix, pouvant être négligée.

ouvriers contre des actions antérieures du capital (1).

L'événement a confirmé cette loi immuable. Aujourd'hui, la classe ouvrière se trouve dans une situation économique inférieure à celle existant avant l'avènement du F. P. La diminution de la journée de travail est largement compensée par la montée des prix.

Pour en être autrement, il eût fallu que le slogan électoral « Faire payer les riches » se traduise dans la pratique par une amputation massive du profit capitaliste.

Mais ce but supposait une autre politique que celle menée par les chefs marxistes socialistes ou communistes qui n'ont rien retenu de l'enseignement de leur « maître vénéré ».

Faire payer les riches par le moyen de l'action politique était un leurre grossier. Seule la lutte directe des exploités contre leurs exploiters, en imposant à ceux-ci une expropriation massive de leurs profits, peut modifier le rapport des forces de la bourgeoisie et du prolétariat, au bénéfice de ce dernier. Mais cela c'est le problème de la révolution. On conçoit que les marxistes qui se préparent maintenant à ligoter la classe ouvrière dans un code du travail issu par filiation directe du millerandisme et de Waldeck-Rousseau, n'en veuillent pas entendre parler.

(1) Marx : Salaires, prix et profits (p. 39.)

## MENACES FINANCIÈRES

Les nombreux articles de presse consacrés au problème financier indiquent que la lutte entre partisans de la liberté monétaire et tenants du contrôle des changes, se poursuit.

Les défenseurs de l'actuelle attitude du gouvernement, quant aux finances, insistent sur la nécessité des économies. Gaston Jèze, dans l'Ere Nouvelle, rappelle que les emprunts peuvent combler l'excédent des dépenses durant un certain temps seulement, car la charge des intérêts augmente le déficit. L'emprunt n'est, présentement, plus possible. D'autre part, une augmentation des impôts ne serait pas supportable pour les contribuables. Pour éviter à l'Etat l'obligation de recourir à des expédients, il est, déclare Gaston Jèze, nécessaire de réaliser des économies, non seulement par le refus de toute augmentation des dépenses publiques, mais aussi par la réduction de celles qui existent. Si de grandes économies ne sont pas ainsi réalisées, nous irons fatalement vers l'inflation et la débacle monétaire.

Le ministre Marchandeau, durant le discours — radiodiffusé — qu'il prononça dimanche au Conseil général de la Marne, dit que l'ennemi n° 1 de la monnaie est l'excédent des dépenses qui incombe à l'Etat et aux collectivités publiques, par rapport aux recettes qu'ils escomptent. Le déficit de la trésorerie s'élèvera en 1938 — d'après les estimations de Georges Bonnet — à 28 milliards de francs environ. Le ministre des Finances déclara que tout accroissement de dépenses qui ne serait pas accompagné d'une création de recettes dégageant la trésorerie d'un poids supplémentaire, serait prohibé par le gouvernement, de la manière la plus énergique. Il ajouta que l'amélioration du

crédit de l'Etat, nécessité d'ordre vital pour le pays, devait être obtenue aussi par un accroissement des recettes, lequel dépendait d'une modification des données relatives à la production.

Le président de la Fédération des contribuables, Lemaigre-Dubreuil, fait connaître (Vendémiaire du 2 février) les intentions exactes des défenseurs de la liberté monétaire. Après avoir constaté l'inefficacité d'une affectation supplémentaire de milliards d'or au fonds de stabilisation, alors que le déficit commercial sera de 18 milliards, il écrit :

« Il faut l'équilibre du budget de la France comme l'équilibre du budget de la ménagère. Fermons les oreilles aux cris que provoque le traitement du malade.

La vie des rentiers, des fonctionnaires, des retraités, de tous les salariés, ne sera assurée que dans une nation rentable. Il leur faut, demain, consentir volontairement des sacrifices. Si la volonté leur fait défaut, le gouvernement devra imposer ces sacrifices comme une mère impose à son enfant, malgré ses pleurs, le cataplasme de moutarde. »

Ces diverses déclarations, entre autres, indiquent avec clarté que la fraction de la bourgeoisie visant au maintien de la liberté de la monnaie tentera d'imposer une déflation à la classe ouvrière de ce pays. Une dépense annuelle d'armement qui dépasse 23 milliards l'y conduira nécessairement, dans les conditions économiques présentes. Le prolétariat pris entre ce danger, d'une part, et les risques d'une inflation massive provoquée par les groupes qui défendent le contrôle des changes, d'autre part, peut résister à ces sérieux menaces uniquement par une action révolutionnaire de ses syndicats.

## NOTRE LIBRAIRIE

### BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elise Reclus.

Aux jeunes gens, par Pierre Kropotkine.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immoralité du mariage, par René Chaugui.

La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.

L'Amour libre, par Madeleine Vernet.

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Salariat, par Kropotkine.

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grif-fuels.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Educateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, on devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine.

L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Marestan.

La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.

Elise Reclus, par Han Ryner.

Les Capitalismes en Guerre, De Briey à la Ruhr, par Rhillon.

L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

Autour d'une Vie, par Kropotkine, 2 volumes, 27 »

L'Anarchie, sa Philosophie, son Idéal, par Kropotkine, 1 50

Dieu et l'Etat, par Bakounine, 1 50

L'Internationale, Documents et Souvenirs, tomes 3 et 4, les 2 tomes ..... 40 »  
Histoire de la Commune, par Lissagarry 36 »  
La Déchéance du Capitalisme, par Louzon 0 50  
Culture Proletarienne, par M. Martinet ..... 12 »  
Quelques Ecrits, par Ad. Schwitzgebel 6 »  
Les Joyeusettes de l'Exil, par Ch. Malato 15 »  
Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinov ..... 10 »  
L'anarchie et l'Etat, par Elise Reclus.  
L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.  
Réponses aux parodies d'une croyante, par S. Faure.  
L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.  
ENVOI RECOMMANDE 0 fr. 80 EN PLUS.

## Pour comprendre...

Précis de géographie économique, de J.-F. Horrabin ..... 9 fr. franco 10 fr.

L'économie capitaliste, de R. Louzon ..... 12 fr. franco 13 fr.

Réflexions sur la violence, de Georges Sorel. Un fort volume de 450 pages ..... 18 fr. franco 19 fr.

Ceux de Barcelone, de H.-E. Kaminsky ..... 18 fr. franco 19 fr.

Les problèmes de la Révolution prolétarienne, de Fernand Lorient ..... 3 fr. franco 3 50

Tous ces ouvrages sont en vente au Libertaire. Recommandation : 0 fr. 80.

Adresser commandes et fonds à A. Scheck

Chèque postal 487-78, 9, rue de Bondy, Paris 10<sup>e</sup>.



## PARIS-BANLIEUE

## PARIS-XI-XII

Nous avons un local

Nous ne sommes certainement pas le « parti des masses », mais nous sommes une organisation révolutionnaire qui ne demande qu'à renforcer ses rangs avec des ouvriers conscients. En effet, si le groupe est peu nombreux, il ne compte que des militants, des camarades tous dévoués à l'idéal anarchiste, prêts à le défendre en toute circonstance.

Il n'est pas nécessaire pour nous de « bluffer », qui que ce soit, la meilleure preuve du sérieux de notre organisme : c'est que nos espoirs ont été récompensés. Depuis quelque temps nous annonçons, à qui voulait nous entendre, que nous possédons un local. Eh bien ! C'est fait ! Notre groupe a son local, ses adhérents pourront se réunir dans une atmosphère familiale, se procurer les livres de notre bibliothèque intérieure, discuter sans crainte des oreilles indiscretées.

Mais nous pensons quand même aux sympathisants, nous n'oublions pas les très nombreux lecteurs du « Lib. » que nous convierons régulièrement une fois par mois à des causeries éducatives.

Tous nos amis répondront à notre premier appel jeudi 3 février 1937, à 20 h. 30, 6, rue Saint-Bernard ou sera traitée : les anarchistes et le mouvement syndical.

## PARIS-18

Notre camarade Georges Desfossés, à l'appel des militants Barbotte, Mabile, Octave Rabaté, Marcel Rouffignac, tous grands bonzes du mouvement « Paix et Liberté », et, par surcroît, membres du P. C., demanda à partir, le 20 novembre 1936, dans la colonne de « Paix et Liberté », pour l'Espagne.

Revenu en France en juin 1937, et à la suite de manque de travail dans la corporation, il se fit inscrire au chômage. Il vient d'être radié par la commission paritaire locale du 18<sup>e</sup> arrondissement, motif : radié à la suite de votre séjour en Espagne de novembre 1936 à juin 1937.

Devant ce motif, Desfossés crut bon d'aller voir le représentant du parti des masses, Gaston Auguet, membre du Comité Central du P. C., secrétaire général de la région Paris-Ville et conseiller municipal du quartier, la réponse d'Auguet fut simple et catégorique : « Je ne peux rien faire pour toi dans ce cas-là ».

Question posée aux appointés responsables Barbotte, Mabile, Rabaté et Rouffignac qui sont restés gentiment à leurs chers travaux : « Que feriez-vous à la place du camarade Desfossés ? » Venez nous donner la réponse au groupe ; cela nous fera plaisir.

Un sabotage de l'affichage de notre réunion a été organisé par tout ce qui compte de fascistes contre-révolutionnaires dans notre quartier. Avis a été donné à ce sujet par notre camarade Chéry, mais le groupe avise les courageux qui, n'osant aborder la contradiction dans nos réunions s'en prennent à notre affichage, que pour cette fois nous les avisons de ne pas avoir à recommencer, car, à l'avenir, malgré tout le dégoût que cela nous inspire, nous emploierons à leur égard les mêmes méthodes de sabotage.

Pour en revenir au meeting, ce fut, en considération de ce qui précède, un succès ; une centaine d'auditeurs entendirent les camarades Lorio, Barange et Vintgrain qui exposèrent les dangers immenses que la classe ouvrière court actuellement avec la politique de trahison des partis politiques, qui dans le Front Populaire se sont empressés après avoir eu les sièges de consacrer leur temps à l'enchaînement des ouvriers au patronat, et s'apprêtent aujourd'hui, avec le statut moderne du travail à l'empêcher de reculer à toute action révolutionnaire.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

Un camarade, trotskyste du P. O. I., apporta une contradiction courtoise au cours de laquelle bien des points de rapprochement avec nos méthodes se sont fait jour.

## SAINT-OUEN

« Réunis le jeudi 20 janvier, les membres du groupe audonien de l'U. A. protestent avec véhémence contre l'arrestation arbitraire de Maurice Douteau, accusé de provocation au meurtre, coupable seulement de mettre tous ses moyens et toute sa sincérité au service de la vérité en démasquant publiquement les agissements malhonnêtes des bonzes de la politique et de la religion.

« Ils constatent, sans grand étonnement, que sous un gouvernement qui se réclame du peuple, la loi est toujours aussi malhonnête pour les révolutionnaires dignes de ce nom si galvaudé.

« En adressant à Douteau toute leur sympathie, ils espèrent que les révolutionnaires de Saint-Ouen, comprenant enfin qu'il n'est point de sauveur suprême et que leur libération sera leur œuvre propre, viendront sans tarder grossir le nombre de ceux qui restent décidés à balayer tous les fonctionnaires de toutes les religions et à instaurer la paix par tous les moyens appropriés. — Pour le Groupe : P. RUI.

## VILLEJUIF

La presse a relaté abondamment les détails de l'explosion des grenades de « la Cagoule » au laboratoire de Villejuif. Rien n'y manquait : tronc sans têtes, membres déchiétés, intestins pendus aux arbres, véritable mouchetis de chair humaine sur les murs environnants, etc., etc., bref, tout ce qu'il faut pour que le lecteur du poison quotidien ait le grand frisson et maudisse une fois de plus, et sans grand danger pour eux, les auteurs du drame : « Les Cagoulauds ».

Les nacos, véritables chacals, s'emparent des cadavres en bouillie des innocentes victimes de cette hécatombe et organisent une manifestation monstre. Contre qui ? Pourquoi ?

Pour nous, il est certes regrettable que les salopards qui ont fabriqué et chargé ces grenades n'aient pas sauté avec ; c'était la certitude de leur châtiment et un moyen radical pour les empêcher de recommencer ; mais il ne faudrait pas croire que la population est dupe et qu'il suffit d'une manifestation exploitant les cadavres et la peine des familles pour déplacer les responsabilités.

Les principaux fautifs sont ceux qui ont fait amasser à Villejuif, au milieu d'une agglomération ouvrière, ces explosifs qui auraient dû être détruits, aussitôt trouvés, dans un lieu approprié. Si cette faute inadmissible, véritable cause du drame, avait été commise sous un ministère de droite, ah ! mes amis ! quelles imprécations ! C'est pourquoi nous protestons contre le massacre manifesté par le P. C. pour but de cacher à ce bon peuple les véritables responsables de cette catastrophe qui n'avancera pas d'un pas accablé, l'arrestation des grands et véritables cagoulauds qui sont à la tête du patronat français et avec qui les organisateurs de cette manifestation sont en train de « manigancer » le code du travail, véritable canon antisyndicaliste et anti-ouvrier. — Un cagoulaud.

Les camarades qui l'appel ci-dessus intéressé sont priés de se réunir au bar du marché, boulevard Gambetta, dimanche prochain, à 10 heures du matin, à l'effet d'y procéder à la formation du groupe.

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

mais scrupuleusement. Après diverses interventions et une large discussion, à l'unanimité, les copains renouvelèrent à Césbron leur confiance pour coordonner, dans la région, tous les efforts ; ils demandèrent aux rédacteurs du « Lib. » de mépriser les phrases de la F. A. F. et de « Verre Libre ».

Le groupe J. A. C. de Lyon se réunit tous les samedis, à 14 h. 30, 212, rue de Créqui. Appel pressant est fait à tous les jeunes lecteurs du « Libertaire ». Pour ce qui concerne le groupe J. A. C. voir Ancrages, 55, rue Salomon-Reinach. Pour celui de Villeurbanne, s'adresser à Mercader, 13, rue de la Fannerie. Pour les copains éloignés de ces centres qui voudraient organiser une réunion publique dans leur localité, voir le chroniqueur J. A. C. : Avis et Communications, où se trouve l'adresse de notre camarade Césbron, il y a du boulot sur la planche, et ce n'est pas fini.

## NIMES

Alerte, camarades, sympathisants ! Nos divisions doivent cesser, nos petites zinzins doivent s'effacer ; nos dissensions personnelles prendre fin devant les exigences du moment ; nous nous devons tous à notre bel idéal et nous ne pouvons continuer à l'empêcher par nos petites mesquineries ; nous ne devons, c'est impossible, nous compléter plus longtemps dans une superbe qui, aux yeux de nos ennemis, paraît être une négation de l'esprit fraternel qui ne doit cesser de nous animer.

Les instants sont tragiques, chaque jour voit empirer la situation de la ville ; rester inactif, indifférent et divisé en présence des événements catastrophiques qui nous menacent, serait faire preuve d'inconscience.

Nous devons prendre exemple sur nos frères d'Espagne qui, depuis dix-huit mois, souffrant toutes les douleurs, versant leur sang par tous les pores, combattant sans faiblesse pour leur liberté mise en danger par le fascisme envahissant, cessons donc nos contemplations, sermons nos rangs et préparons-nous à la lutte.

Camarades anarchistes de Nîmes ! Reformons notre groupe, secouons notre léthargie, tous, face à l'ennemi pour le combat pour la Liberté, pour l'Anarchie !

Les camarades que l'appel ci-dessus intéresse sont priés de se réunir au bar du marché, boulevard Gambetta, dimanche prochain, à 10 heures du matin, à l'effet d'y procéder à la formation du groupe.

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

Le groupe libertaire organisait, le jeudi 7 janvier, une conférence avec le concours du camarade Paterni.

Le sujet traité : « Patrie, militarisme, guerre », ne faisait sans doute pas l'affaire des patriotes de toute obédience qui lacéreront sérieusement nos affiches. Néanmoins, 130 personnes répondirent à notre appel, et c'est avec une grande attention qu'elles écoutèrent l'exposé de notre camarade. Après avoir démontré clairement le mensonge des patriotes, il fit le procès de cette abjecte servitude : le militarisme, et de cette monstruosité : la guerre. L'appel à la contradiction, aucun contradictoire ne se présenta. Sans doute que la tâche n'était pas facile. Bonne soirée de propagande qui portera certainement ses fruits.

P. S. — Que les lecteurs du « Libertaire » qui désireraient prendre contact avec le groupe me voient ou m'écrivent. — Briaud, 295, rue de Nantes

## LA VIE DE L'U. A.

FEDERATION PARISIENNE  
AVIS AUX TRESORIERES DE GROUPES  
PERMANENCE LE SAMEDI  
DE 16 H. A 18 HEURES  
POUR PERCEVOIR LES COTISATIONS

Les secrétaires de Groupes sont priés de ne mentionner dans les convocations, que le JOUR, L'HEURE, LE LIEU, et s'il y a lieu le sujet de la réunion.

1<sup>er</sup> et 11<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis à 21 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

12<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> ARR. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, à l'Homme Armé, 44, rue des Archives.

15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> ARR. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 46, rue Montferrand, à l'Eglantine.

17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> ARR. — Tous les mercredis au Café, rue Cadet.

19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> ARR. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 6, rue Saint-Bernard.

21<sup>e</sup> et 22<sup>e</sup> ARR. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 23, rue Esquirol, au local. Permanence tous les dimanches matin.

23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, au Café Papillon, 130, rue de Vauvray, à 21 h.

25<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, 117, rue Saint-Charles, Maison Oréol.

27<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

31<sup>e</sup> et 32<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

33<sup>e</sup> et 34<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

35<sup>e</sup> et 36<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

37<sup>e</sup> et 38<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

39<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

41<sup>e</sup> et 42<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

43<sup>e</sup> et 44<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

45<sup>e</sup> et 46<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

47<sup>e</sup> et 48<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

49<sup>e</sup> et 50<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

51<sup>e</sup> et 52<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

53<sup>e</sup> et 54<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

55<sup>e</sup> et 56<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

57<sup>e</sup> et 58<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

59<sup>e</sup> et 60<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

61<sup>e</sup> et 62<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

63<sup>e</sup> et 64<sup>e</sup> ARR. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 30, rue de la Chapelle, à l'Arbre-Sec.

DION. — Pour tout ce qui concerne le Groupe s'adresser à P. Mathis, 43, rue Colson, à Dijon.

GRASSE. — Le « Libertaire » est en vente au kiosque du Cours, au Bar-Tabac du Marché couvert.

GRENOBLE. — Le « Libertaire » est en vente kiosque cours Berlioz, cours Jean-Jaures, Tabac, 48, rue Talier, et le tabac au fond du cours Bort.

LA CROIX. — Le « Libertaire » est en vente chez le camarade Baffon, 1, rue Balzac.

LE HAVRE. — Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser chez Leconte, coiffeur, rue Fontenay.

LE MANS. — Le « Libertaire » est en vente à la Guyotte, place de la République et chez Bodras, Tabac, place d'Arcole.

LYONNAISE. — Le C. I. se réunit les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> mercredis de chaque mois, sur convocation du secrétaire. Pour tout ce qui concerne la Fédération, s'adresser à Layrol, 4, rue des Trois-Maisons, à Lyon.

LYONVILLE. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, rue de Créqui.

LYONVILLE. — Tous les dimanches une permanence fonctionnelle de 10 h. à 12 h., 64 et 66, rue du 4-août.

MAISEILLE-LES-CAMONS. — Tous les lundis à 20 h. 30, Bar Terminus Les Camons.

MONTPELLIER. — Tous les mardis, à 20 h. 30, réunion au siège, bd Bonne-Nouvelle.

NANCY. — Tous les 1<sup>er</sup> mercredis du mois, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 3, rue Drouin.



L'ouvrier qui croit à la justice est un naïf, puisque cette justice est rendue par des hommes qui n'ont pas la même éducation que lui, qui n'ont aucun des mêmes besoins et dont les intérêts sont absolument contraires aux siens.

**Avec cette loi, les ouvriers seraient toujours punissables, mais jamais les patrons**

Comité fédéral  
des Bourses du Travail (1902).

# Le statut du travail

Primitivement ce statut devait être déposé en blanc, c'est-à-dire vide de tout contenu. Les textes ne devant être insérés qu'au fur et à mesure de leur adoption.

Au lieu de cela, six projets de loi ont été déposés par M. L.-O. Frossard.

(M. L.-O. Frossard ayant été successivement secrétaire du Parti Socialiste (S.F.I.O.), secrétaire du P.C.F., pèlerin de Moscou et ayant tout trahi, se trouve donc être parfaitement qualifié pour prendre la défense des travailleurs.)

Ces textes n'étant pas définitifs, et susceptibles d'être améliorés aussi bien par M. Gignoux que par la C.G.T. et la C.F.T.C. nous n'en donnerons qu'une analyse succincte, quitte à y revenir au cours de leur discussion.

Deux projets de loi concernent : l'embauchage, le débouchage, et le placement des travailleurs.

Beaucoup de texte, rien de nouveau. Le patron pourra embaucher dans des bureaux de placement gratuits, payants ou procéder à l'embauchage direct. Aucun contrôle ouvrier n'est prévu. Le statut moderne n'aurait pas été déplacé à l'époque du servage, il reconnaît au patron le droit de protéger et d'augmenter ses bénéfices. Car c'est cela que ça veut dire le droit de licencier suivant la situation d'une entreprise. Voici un patron qui, par négligence, veulerie ou incapacité, va laisser périr son usine. Il sera responsable de cet état de choses, mais ce sont ses ouvriers qui en supporteront les conséquences. Voici un autre patron qui, en transformant son outillage va pouvoir produire avec cent ouvriers, autant qu'avant avec deux cents. Il aura le droit de liquider la moitié de son personnel. Tant pis si cent ouvriers et leurs familles crèvent de faim,

le patron économisera cent journées de salaires. Que devient le droit de l'ouvrier ? Nos Excellences ne s'en préoccupent pas beaucoup. Il faut que l'on s'en préoccupe. L'ouvrier n'a que son salaire. Il doit de toutes façons recevoir ce salaire.

Il ne doit pas supporter les conséquences de l'incapacité ou de la rapacité patronale. La première chose que doit garantir un statut du travail, c'est le droit à la vie pour les travailleurs. Il ne peut être question de réglementer les licenciements, avant que les ouvriers aient la certitude d'être soit réemployés, soit subventionnés.

En ce qui concerne la conciliation et l'arbitrage le projet n'apporte également rien de nouveau. Il tend à simplifier la procédure, mais quand on sait avec quelle désinvolture les arbitres s'assoient sur les textes, il nous sera bien permis de sourire. Voici plus d'un an que l'arbitrage a été mis à l'épreuve. La très grande majorité des sentences ont été défavorables à la classe ouvrière. Les arbitres n'ont pas rendu leurs sentences en s'inspirant de la logique, mais dans le but de ménager la chèvre et le chou, de sauvegarder la paix sociale. Il ne pouvait en être autrement, le choix des surarbitres indiquant par avance les solutions à intervenir. C'est pourquoi nous récusons et conciliation et arbitrage. Les revendications ouvrières ne doivent pas dépendre des délégués du gouvernement.

Nous avons déjà parlé, dans le dernier Lib, du statut légal de la grève. Nous avons marqué notre opposition au scrutin secret hebdomadaire, ainsi qu'à la soi-disant neutralisation du lieu de grève. Mais il y a mieux. Le projet supprime le droit de grève, en supprimant l'objet même de la grève, c'est-à-dire en obligeant les grévistes, non plus à lutter pour le triomphe de leurs revendications, mais en chargeant un quelconque surarbitre de les examiner. On dépouille les ouvriers

en lutte du droit de faire triompher les revendications qui sont à la base de leur mouvement et on les menace de sanctions pour le cas où ils n'accepteraient pas de reconnaître comme valable une sentence arbitrale qu'ils n'ont pas demandé mais qu'on veut leur imposer. Du reste, voici comment s'exprime le projet :

Le différend collectif du travail ayant donné lieu à la grève est immédiatement soumis à l'arbitrage, sans qu'il ait lieu de recourir à la procédure de conciliation.

La sentence arbitrale est exécutoire par provision avant toute homologation.

ARTICLE 5. — Lorsque la grève se poursuit malgré un vote défavorable ou après la notification de la sentence arbitrale, quiconque aura, à l'aide de violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, occupation des lieux de travail, entravé ou tenté d'entraver la liberté du travail, sera passible d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 francs à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, à moins que l'employeur n'ait pas exécuté la sentence arbitrale.

Arrêtons pour aujourd'hui cette énumération. Le peu que nous avons exposé, suffit déjà pour montrer dans quel sens ce statut a été bâti. Il s'agit de supprimer la lutte de classes, de réaliser l'union de la nation française. Il s'agit de museler le prolétariat pour le préparer à la guerre qui vient. Jusqu'à maintenant les Etats-Majors ont hésité. Ils n'étaient pas sûrs de l'arrière. Désormais rien ne les retiendra plus. Le statut légal de la grève, la conciliation et l'arbitrage obligatoires n'ont d'autre but que d'habituer le prolétariat à l'obéissance. Quand ce sera fait tous les espoirs seront permis. Et le temps ne sera plus loin, où de nouveau on entendra un bruit de bottes, de bottes, de bottes !

CAM.



## CHEZ LES PEINTRES

Le 22 janvier, les ouvriers de la corporation ont renouvelé leur direction syndicale. Dans le Conseil il n'y a guère de changement. Tous les opposants qui s'étaient affirmés contre le néo-réformisme de la C.G.T. sont maintenant. Les ouvriers dans leur majorité sont satisfaits de la presse et de la collaboration de classe, mais ils reconnaissent que les opposants ont fait du travail dans l'année écoulée. Le bureau aura une majorité stalinienne ce qui ne changera rien.

Cette année, les positions ont bien été définies et les élections malgré une apparente unanimité se sont bien faites pour ou contre la colonisation, pour ou contre l'indépendance du syndicalisme. Personne ne s'y est trompé.

Les résultats pour l'opposition lutte de classe sont satisfaisants malgré le manque de préparation à ce genre de compétition.

On constate que les Staliniens dans notre syndicat ne jouissent pas d'une influence déterminante, mais ils possèdent un appareil administratif tel qu'ils peuvent facilement obtenir une confortable majorité.

La preuve est faite qu'une forte minorité de ceux qui ont voté veut que la C.G.T. revienne à une action plus positive contre le patronat et les trusts qui jugulent toute l'économie.

Et si l'on fait la part de l'un et de l'autre, les éléments libéraux et sympathisants doivent être nombreux dans la corporation.

Si leur action jusqu'à présent, fut plus ou moins dispersée, c'est parce qu'ils n'osaient pas s'affirmer c'est qu'ils ne se connaissaient pas et manquaient de cohésion.

Que les camarades n'abandonnent pas la lutte, le syndicalisme n'est pas mort. L'opposition prendra de plus en plus conscience d'elle-même. Elle s'affirmera de plus en plus sur une plate-forme de lutte de classe et dans la mesure où les néo-réformistes capituleront, l'opposition grandira. — Latour, du nouveau Conseil syndical.

## UN AVANT-GOUT DU STATUT DU TRAVAIL

Le tribunal civil d'Amiens condamne à 45.000 francs de dommages-intérêts un secrétaire de syndicat.

« Avec cette loi, les ouvriers seraient toujours punissables mais jamais les patrons ». Comme s'ils avaient voulu justifier la prophétie de la C. G. T. de 1902, les châtis-fournés d'Amiens viennent de prononcer un ignoble verdict condamnant pour des grèves d'occupation un secrétaire de syndicat de l'habillement d'Amiens à 45.000 francs de dommages-intérêts.

Bornons-nous à reproduire l'information ci-dessous qui a publiée la presse de samedi. Sa sécheresse brutale se passe de commentaires.

Amiens, 30 janvier. — Le tribunal civil d'Amiens vient de rendre un jugement qui engage pécuniairement un secrétaire de syndicat à propos d'une grève.

Alors qu'une convention collective était intervenue, le secrétaire du syndicat ouvrier de l'habillement, M. Roland Dumas, fit décider une d'Amiens. Celles-ci, d'accord avec la Chambre syndicale patronale, interdirent au secrétaire du syndicat une action en dommages et intérêts.

Le tribunal leur a donné gain de cause. M. Dumas est condamné à leur payer, au total, une somme de 45.000 francs. La Chambre syndicale patronale obtient 1 fr. de dommages et intérêts pour préjudice moral.

LE JUGEMENT PRECISE QU'EN ORDONNANT LA GRÈVE, LE SECRÉTAIRE DU SYNDICAT OUVRIER A COMMIS UN ACTE CONTRAIRE A LA LOI.

## LE CONGRES DES METAUX DE LYON ET BANLIEUE

Le Congrès des métallurgistes s'est tenu à Lyon les 22 et 23 janvier 1938. Comme l'année précédente le bureau syndical (en majorité stalinien, en minorité réformiste) obtint l'avantage sur tous les votes; mais alors qu'en 1936 il n'y avait presque pas eu d'opposition on a pu constater cette fois une minorité certes encore peu nombreuse mais néanmoins décidée et agissante. Les principales interventions de cette minorité furent faites par Brun (maison Garnier), Boule-gue (Alleil), Lavorel et Michel (Teste) et le camarade Debès, du bureau sortant, fit un long exposé, expliquant pourquoi il ne se représentait pas, dénonçant la politique de paix sociale menée par le bureau sortant.

Trois résolutions, à la suite du vote du rapport moral, étaient en présence. Celle du bureau, celle de la section Alleil (oppositionnelle), celle de la section Teste (anarcho-syndicaliste) qui a paru dans le « Libertaire » du 20 janvier. Ces deux dernières firent bloc contre la motion du bureau. La résolution de la section Teste représentait 183 sections et 19.487 syndiqués.

La résolution minoritaire 33 votes représentant 15 sections et 2.308 syndiqués, 15 délégués, représentant 6 sections et 1.127 syndiqués s'abstinrent. Il faut ajouter que 92 délégués, accourus par les marqueurs qui se firent jour ne prirent pas part aux votes.

Le lendemain, la minorité ayant demandé sa représentation proportionnelle dans la nouvelle C.E., cette proposition fut repoussée. Certains camarades furent pris personnellement à partie par les délégués staliniens. C'est ainsi qu'étant à la tribune je fus insulté et accusé sans la moindre preuve d'appartenir à la C. G. T. S. R. L. « Voix du Peuple », organe du P. C. de la région lyonnaise reprend cet argument dans son compte rendu du Congrès et demande « quel jeu trouble » je fais ?

Debès fut lui aussi insulté, calomnié et il est lamentable de voir l'acharnement mis, par les « nœuds » pour discréditer ce syndicaliste sincère.

Le bureau sortant fut réélu à l'exclusion de Debès. L'orientation capitaliste du syndicat sera donc la même.

Et maintenant, que faut-il faire ? C'est ce que nous étudierons la semaine prochaine. — M. Lavorel.

## DANS LA PHARMACIE

La situation dans la Pharmacie, en regard des 40 heures « comme le veut » la C. G. T., est loin d'être très claire, et il se pourrait que le personnel continue à être exploité.

Nous avions obtenu 43 heures. (plus ou moins respectées) et les patrons cherchent par tous les moyens possibles, à rétablir les 48.

Habituellement peu à nous reposer le lundi matin, divers pharmaciens espèrent ouvrir boutique, du fait que certains d'entre eux, sans gêne et sans respect des contrats ont délibérément et sans roulement ouvert la leur.

D'un autre côté, les tarifs syndicaux sont loin d'être respectés, et chaque patron agit un peu comme il l'entend.

Il serait à souhaiter que la C. G. T. mette un peu d'ordre, et sérieusement, car il est regrettable qu'une telle situation s'éternise, au mépris de tous les engagements. Il faut aussi que le personnel soit plus combatif et prenne plus nettement conscience de ses droits.

## CHEZ SAUTTER HARLE

La Section Syndicale du 15<sup>e</sup> arrondissement, Métallurgie, a convoqué, cette semaine, à la déléguée de chaque usine sur la base syndicale ou devait être discutée l'organisation syndicale locale, remplacée la Commission exécutive déléguée au bout de six mois de gestion. Cette

Commission 100 % « nœud » qui fut bonne à prendre les sièges par sectarisme s'avère incapable aujourd'hui à remplir ses fonctions, mais ceci n'est rien car à part la capacité certaine de quelques militants, le reste est nul cela ne pouvait nous étonner, mais on le bat blesse. C'est qu'à cette conférence locale furent invités les ressortissants du Front Populaire du 15<sup>e</sup> Arrondissement à titre audité.

Est-ce un ballon d'essai vers la domestication des syndicats par les politiciens, en tout cas la réaction des ouvriers ne se fit pas attendre chez nous. Bon nombre d'équipes refusèrent d'envoyer à cette conférence leurs représentants, ceci doit être un avertissement au camarade Roger, permanent du 15<sup>e</sup> Arrondissement, qui confond par trop souvent syndicalisme avec politique.

## CERCLE SYNDICALISTE "LUTTE DE CLASSE"

Le Cercle des Employés (nouveautés, assurances, banques, professions judiciaires, etc...), organise le vendredi 4 février à 21 h. 10, rue de Lancry, une conférence sur un sujet d'actualité brûlante :

### LE STATUT MODERNE DU TRAVAIL

Tous les employés sont cordialement invités à cette conférence qui sera suivie d'une large discussion au cours de laquelle chacun pourra exposer son point de vue.

Samdi 5 février à 9 heures du matin, salle de l'Etoile, 41 bis, boulevard de la République, La Garenne, conférence sur le sujet :

« Le statut moderne du travail, que nous réservons-t-il ? »

Les ouvriers de chez Hispano sont spécialement invités.

## OUI, COMMUNISTES, BRISEURS DE GRÈVE

Dans le « Peuple » de ces jours derniers Frachon s'élève vigilement contre une accusation portée contre lui d'avoir fait appel aux camions militaires pour le transport de l'« Humanité » au cours de la grève des transports.

En ce qui nous concerne nous donnons volontiers acte à Frachon, secrétaire de la C. G. T., de sa protestation « contre le rôle de briseur de grève que jouait le gouvernement en remplaçant les grévistes par les soldats ».

Mais Frachon, ex-membre du Comité Central du Parti communiste, ne s'est pas, à notre connaissance, opposé au transport de l'« Humanité » par les soldats alors que secrétaire confédéral il s'y refusait pour le « Peuple ». Que signifie donc cette double attitude ? Gageons que nous en attendrions longtemps l'explication, qui d'ailleurs est pour nous fort claire.

L'« Humanité », elle aussi, a publié une protestation indignée « contre l'utilisation des camions militaires pour remplacer les travailleurs des transports en grève » mais n'est-ce pas elle qui insista particulièrement au syndicat de la Presse Parisienne pour demander au gouvernement ces 200 camions militaires ? N'est-ce pas Sampaix, secrétaire de rédaction de l'« Humanité », qui traita de provocateur et menaça de faire arrêter un délégué d'atelier parce que celui-ci traduisait l'indignation de ses camarades qui refusaient de continuer à approvisionner en journaux les camions qui torpillaient le mouvement gréviste ?

Frachon savait tout cela et les mises au point les mieux entortillées ne sauraient masquer ses responsabilités comme d'ailleurs celles de ses complices du torchon national-moscovite.

## Le "syndicalisme" stalinien en échec

### Pourquoi la F. S. I. ne veut pas se laisser "avoir"

C'est une question importante que celle de l'unité syndicale internationale qui tient tant à cœur aux staliniens. Après un silence lourd de malaise, il a bien fallu que la vérité se fasse connaître sur les raisons qui avaient motivé le stoppage de l'unité si bruyamment annoncée comme en voie de réalisation par la presse stalinienne lors du voyage de la délégation de la F. S. I. à Moscou. Nous avons dans les deux précédents numéros du Lib énoncé des raisons qui rejettent et simplifient par le bureau de la F. S. I. des conditions inacceptables posées par les dictateurs du Kremlin — conditions qui portaient, rappelés-les essentiellement sur les revendications d'un poste dans le bureau et sur l'octroi de « garanties » (?) contre la propagande antistalinienne. Aujourd'hui par l'intermédiaire de son Bulletin, la F. S. I. nous fait tout d'abord le point de la pensée de ses membres. Nous ne rechercherons pas si celle-ci recouvre des desseins liés à la politique respectueuse des impérialismes contre chacun des mouvements syndicaux est devenu peu ou prou l'allié ou le serviteur. Nous ne retiendrons que les raisons clairement exprimées telles qu'elles ressortent des textes officiels. Ceux-ci, dont la forme courtoise et modérée nous donne que plus de force à la divergence irréductible des positions, affectent la forme d'un exposé objectif des objections élevées contre la fusion.

On verra, par les extraits que nous en donnons, qu'elles sont pour aujourd'hui suffisantes. Tout d'abord le bulletin proteste sous forme d'une mise au point contre le terme « d'accord » employé par l'« Humanité » à la suite des déclarations de Jouhaux, alors qu'il ne s'agit que de « propositions » sur les conditions que les syndicats soviétiques mettaient à l'affiliation, propositions qui ne comportaient qu'une « réponse ». Il faut comprendre par là que le bureau de la F. S. I. tient pour nulles toutes les interprétations que la presse soviétique a données de ces « réponses », faites notamment par Jouhaux.

Ensuite le bulletin s'élève des polémiques suscitées autour de la question relative à la vraie nature des syndicats russes et c'est une occasion de dire ce qu'il pense de ces pseudo-syndicats :

« Dans cette polémique que dit-on, quant au fond, sur "l'affiliation des syndicats soviétiques" à la F. S. I., en tant qu'organisation centrale internationale des syndicats libres ? Si l'on veut s'occuper des polémiques relatives à ce point — relevons que cet aspect de la question pouvait être traité sans connaître les résultats des pourparlers de Moscou — le mieux est peut-être de confronter les positions extrêmes. D'un côté, on met fortement et impulsivement en évidence l'importance organique de l'affiliation des syndicats soviétiques, reconnue de tout le monde et ne nécessitant pas de plus ample démonstration ; d'un autre côté, on souligne des objections idéologiques. Nous désirons illustrer cette seconde position en nous référant à un article qui tout en rendant pleinement justice à l'importance organique de la question et en étant largement sympathique à la tentative d'affiliation d'un Etat prolétarien en URSS, formule cependant avec une netteté et une clarté égales, des objections idéologiques : « Les « syndicats russes ne sont pas des syndicats ou « sens ou on l'entend en Europe Occidentale. « Ce sont des organes de l'Etat russe. Comme « tels ils font moins valoir la volonté de leurs « membres devant l'employeur qu'ils n'exécutent la volonté de l'Etat. Toutefois, même « dans un Etat socialiste des syndicats libres « sont nécessaires. Les syndicats russes ne sont « pas des syndicats libres et n'ont donc rien « à faire dans la F. S. I. »

Le bulletin met en lumière, en confrontant la nature des deux, la garantie touchant des attaques contre l'U. R. S. S., que la F. S. I. et ses organisations doivent — « affirmer-on — dit prudemment le bulletin — se réserver le droit de pouvoir critiquer l'importance qu'il gouvernerait, y compris donc le gouvernement russe. Aucun gouvernement, même un gouvernement socialiste n'est infallible et il doit exister au sein de chaque Etat des éléments veillant sur les actes du gouvernement. »

Une autre condition très importante avait été posée par les Russes quant à la lutte contre la guerre et le fascisme « et au renforcement de l'action contre les pays agresseurs (grèves, lock-outs, etc...) ». La F. S. I. répond par une question évidemment gênante au plus haut point quand on se rappelle que l'U. R. S. S. continue à commercer tranquillement avec les pays fascistes, tels le Japon, l'Italie, l'Allemagne :

« Les syndicats russes sont-ils disposés et en mesure — demande-t-on de différents côtés — d'agir, contre leur propre gouvernement pour l'exécution de ces décisions ainsi que de leurs propres propositions. LEUR PAYS SE LIVRANT ENCORE A L'HEURE ACTUELLE A UN IMPORTANT COMMERCE AVEC DES PAYS AGRESSEURS ET FOURNISSEURS DE PRODUITS IMPORTANTS POUR LA CONDUITE DE LA GUERRE ? Comme la F. S. I. reconnaît leur pleine autonomie aux organisations affiliées, on n'insistera pas exagérément auprès des syndicats soviétiques sur cette question, mais cette question peut se poser et on la pose d'ailleurs car elle constitue la répétition logique aux conditions mêmes que forment les syndicats soviétiques. »

Quant à la revendication d'un poste de secrétaire dans le bureau, la F. S. I. fait connaître que cette préférence est sans précédent et que même la Fédération américaine du Travail en s'affiliant n'a pas songé à poser une condition aussi dictatoriale.

Tout en souhaitant que le débat continue dans la presse syndicale internationale, le bulletin fait malicieusement remarquer que « du côté des syndicats russes la discussion de tout le complexe de questions s'est, jusqu'à présent, principalement limitée à la publication des communications officielles dans l'organe officiel « Trud ».

Aurait tort de s'emballer sur la position prise dans le bureau, la F. S. I. fait connaître que celle-ci n'est pas sans précédent et que même la Fédération américaine du Travail en s'affiliant n'a pas songé à poser une condition aussi dictatoriale.

## UN DOCUMENT HISTORIQUE

### Ce que pensaient les fondateurs du mouvement syndical du fameux projet de loi Millerand ?

« C'est pour obtenir ce résultat que, nous inspirant d'un très ancien projet de loi à l'initiative de Waldeck-Rousseau et de M. Millerand, nous avons proposé un ensemble de mesures par lesquelles l'autorité publique est habilitée à intervenir pour s'assurer, par un vote libre, secret et obligatoire, que la majorité des ouvriers n'est pas soumise à la contrainte d'une minorité, pour provoquer sans délai un arbitrage équitable et pour réprimer les actes délictueux par lesquels certains prétendraient s'opposer à la reprise du travail légalement ordonnée.

(Extrait de l'appel de M. Chateaupuis du 27 janvier)

Nous publions ici une circulaire envoyée en 1901 par le Comité Fédéral de la Fédération des Bourses du Travail de France et des Colonies dont Fernand Pelloutier était le secrétaire. (Cette Fédération, constituée en 1892, fut un facteur puissant de développement du mouvement syndical aussi bien dans le domaine des formes d'organisation que dans celui des méthodes de lutte. Au Congrès de Montpellier, en septembre 1902, la C.G.T. actuelle était formée en réalisant l'Unité avec la Fédération des Bourses du Travail.)

Paris, le 25 mai 1901.

Au camarade Secrétaire de la Bourse du Travail,

Après délibération, le Comité Fédéral croit devoir vous prier de soumettre à l'étude du Conseil d'administration de votre Bourse du Travail le manifeste ci-dessous qui lui a inspiré l'examen du projet de loi présenté par M. Millerand, ministre du Commerce, sur l'arbitrage obligatoire et la réglementation des grèves :

Le projet de loi Millerand, plus que tout autre projet, est attentatoire au droit de défense des salariés contre leurs spoliateurs.

Avec la meilleure volonté, il est impossible de trouver dans cette loi un bon côté, quelque chose qui avantage l'ouvrier. Ce qui semble le meilleur est le plus hypocritement tourné.

Ainsi l'arbitrage obligatoire qui semble toucher le patronat, en réalité ne l'atteint pas, car il faudrait ne pas connaître la justice bourgeoise pour être dupe de ce moyen.

Sous la domination capitaliste, ce qui est appelé à être réglementé ou jugé entre la classe qui exploite et celle qui travaille ira toujours contre cette dernière. Les exemples fourmillent et les très rares exceptions sont dues à l'état d'esprit d'un seul homme dont la plupart des jugements sont ou seront annulés.

D'ailleurs, l'ouvrier qui croit à la justice est un naïf, puisque cette justice est rendue par des hommes qui n'ont pas la même éducation que lui, qui n'ont aucun des mêmes besoins et dont les intérêts sont absolument contraires aux siens. Or, avec cette loi, les ouvriers seraient toujours punissables, mais jamais les patrons.

Nous savons tous bien que n'importe quel conflit entre le capital et le travail, entre le patronat et le salariat, est toujours légitime, et que ce n'est que le débordement d'une coupe emplit de privations, de vexations, d'atteintes à la parcelle de liberté des travailleurs, qui en sont toujours la cause. Et lorsqu'une grève éclate, comme toute insurrection, comme toute révolution, elle est due, la plupart du temps, à l'initiative courageuse d'une minorité intelligente, consciente et hardie. C'est cette minorité-là qui est visée par les sanctions et pénalités des articles 26, 27, 28 et 29 de la future loi.

En instituant des délais, des atermoiements, des votes, des réglementations, des pénalités contre ceux qui violeraient ces réglementations arbitraires, les auteurs de ce projet pensent étouffer l'initiative de cette minorité éclairée qui effraie le patronat dont n'importe quel gouvernement est et sera l'indéfectible défenseur, puisque c'est sa raison d'être. Ils savent que l'abus de la réflexion et de la réglementation tue les actes.

Ils savent qu'en parlementarisant les grèves, ils tuent l'esprit de révolte légitime qui les anime.

S'il plait aux travailleurs d'organiser leurs grèves, de faire usage du referendum, libre à eux, ils n'ont nullement besoin d'une loi réglementant avec toutes sortes de complications cette façon d'agir, d'une loi dont ils ne sont pas les auteurs, mais dont ils peuvent être les dupes et dont ils seront certainement les victimes.

Le Comité Fédéral des Bourses du Travail de France et des Colonies prie tous les militants de chacune des Bourses adhérentes à la Fédération de bien examiner, comme il l'a fait lui-même, ce nouveau projet de loi et de mettre en garde tous les ouvriers susceptibles d'être victimes, un jour ou l'autre, de ce nouveau traquenard, au moment où ils revendiqueraient un légitime mieux-être et n'accepteraient pas une diminution de salaire.

Le Comité Fédéral.

Hormis les points de détails circonstanciels à l'époque il n'y a rien à changer à ce document.

Rien ne saurait mieux rendre l'esprit de lutte de classe, dont le syndicalisme ouvrier ne peut se dégager sans trahir sa mission historique, que ce document. Il résume parfaitement la position ouvrière qui, en régime capitaliste, ne peut, à aucun moment, s'accorder avec la position patronale.

Ajoutons qu'en 1902, la combativité ouvrière inspirait plus de loi qu'aujourd'hui aux dirigeants syndicaux.

L'unanimité des Bourses se prononça pour la thèse défendue par le Comité Fédéral. Et devant cette levée de boucliers ouvriers, les pouvoirs publics laissèrent tomber le projet.

ne soyons nullement au courant des intrigues de chancelleries, nous n'avons besoin d'aucune perspicacité particulière pour soupçonner la-dessous des influences étatiques. Cependant, il est bon que les syndicats français qui ont à lutter contre l'emprise stalinienne dans la C. G. T. alertent, partout où ils le peuvent, les syndicats contre cette menace terrible que serait l'entrée des boyards staliniens dans l'organisme international du syndicalisme, car ce ne sont pas là seulement « jeux de princes » syndicaux. La question se posera bientôt pour la C. G. T. peut-être au prochain C. N. Elle devra elle aussi se prononcer.

Telle quelle, elle n'est déjà pas très folle, la F. S. I. Que serait-elle avec les Russes à sa tête !

Louis ANDER.